

LA O. N. U.
prosigue
sus
trabajos

LA NOUVELLE ESPAGNE

Año II

Bulletin d'Information

Núm. 17

Redacción y Administración:
10, RUE DES PYRAMIDES

Paris, 30 de Mayo de 1946

Precio del ejemplar: 5 Fr.

Magnifique
rapport Belga
sur le
probleme espagnol

EL CONSEJO DE SEGURIDAD Invita al Señor Giral

para que informe ante la Subcomisión,
y reconoce oficialmente la autoridad
del GOBIERNO REPUBLICANO

La Subcomisión del Consejo de Seguridad de la O. N. U. prosigue sus trabajos de investigación y de recopilación de textos y de documentos probatorios de la peligrosidad del régimen franquista.

Aparte del memorándum documentadísimo formulado por el Gobierno de la República y que ha sido entregado personalmente por el señor Giral al secretario general del Consejo, Mr. Lie, el presidente del Gobierno autónomo del País Vasco, don José Antonio Aguirre, ha presentado otros dos memorándums en los que, entre otras cosas, se demuestra como el franquismo ha perseguido y continúa persiguiendo al clero vasco democrático. Quince sacerdotes vascos han sido ejecutados y 500 detenidos.

El documento acusatorio del Gobierno soviético se refiere al papel desempeñado en la guerra por los cuarenta y siete mil españoles que combatieron contra Rusia en la División Azul, formando parte del Ejército alemán, pero con el carácter de una división militar española oficialmente enviada por el Gobierno de Franco y dirigida y encuadrada por jefes y oficiales pertenecientes al Ejército regular de España.

La respuesta formulada por el Gobierno de Noruega a la cuestión es concreta y terminante. Para el gobierno noruego las discusiones sobre peligrosidad del franquismo dimanada de su potencial bélico pueden servir, en el fondo, para que el problema se desvie. El régimen actual de España, fué establecido con la ayuda de Hitler y de Mussolini y será o no considerado como un peligro más o me-

nos remoto para la paz, pero es evidente que es incompatible con la carta de las Naciones Unidas. Este informe hace también estado de la influencia "nazi" actual en España y de la propaganda fascista ejercida por los falangistas españoles en América del Sur.

En el memorándum americano se especifica que el Gobierno de Franco se ha negado a cooperar con los aliados en vista de desmascarar a las sociedades españolas que sirven intereses alemanes. El número de alemanes en España es de 10 a 12.000.

El señor Giral informó nuevamente el jueves 23, ante la Subcomisión, aportando una segunda memoria de 600 páginas, más voluminosa todavía que la comunicada precedentemente.

El Jefe del Gobierno manifestó a los periodistas que la invitación recibida para ampliar detalles constituía en sí un paso importante, ya que ha sido dirigida expresamente al Presidente del Consejo del Gobierno de la República española.

Quiere ello decir que la O. N. U. ha reconocido la personalidad jurídica del Gobierno legítimo. No hay para el Consejo de Seguridad otro organismo representativo de España. En el ámbito internacional, el franquismo nada cuenta.

El señor Giral fué de nuevo requerido para informar el lunes 27. Sus informes fueron escuchados con gran atención y versaron especialmente sobre la cuantía de los efectivos militares concentrados por Franco en la frontera, potencialidad militar del régimen y actividades "nazis" en el interior del país.

EDITORIAL

HONNEUR ET FERMETÉ

La position politique du Gouvernement de la République Espagnole s'est raffermie ces derniers temps, à l'extérieur comme dans l'Espagne enchaînée. Son élargissement à gauche et à droite sa confirmation sur l'estade international, au Comité de Sécurité ; les relations diplomatiques nouvelles et d'autres que viendront, connues de tous ; l'efficacité de leurs rapports avec la Résistance ; la dignité de son travail, en fin de compte, tout vient mettre en évidence l'accroissement de la force représentative et effective du Gouvernement Giral.

Le dernier Congrès Socialiste — marqué les nuages accumulés — vient de consolider, lui aussi, l'équipe gouvernementale, car il est à souligner que la ratification d'adhésion du Parti Socialiste au Gouvernement Republicain a été adoptée par acclamation et sur la proposition des Délégués issus de l'Espagne.

Il est bien possible, aussi, que le sidérant par décès de M. Ossorio Gallardo détermine de nouvelles incorporations et il n'est pas arbitraire de penser que d'autres éléments de l'intérieur ne viennent encore renforcer le Gouvernement. Et peut-être, nous assisterons à la pittoresque démonstration de l'inanité des services policiers franquistes, celle que nous avons pu déjà constater à l'occasion de l'arrivée de M. Sanchez Guerra. Annoncé au préalable ce qui allait se passer, et malgré une légion de policiers de phalangistes, d'espions et d'indicateurs, le nouveau Ministre vint s'asseoir parmi ses compagnons, à Paris.

Ce sont des démonstrations claires de l'ampleur, des moyens d'action, du Gouvernement, d'une part, et de l'autre, de la fatigue, du mauvais état d'esprit, du détournement chaque jour croissant des forces épaulant le franquisme, lesquelles ne sont en vérité, aujourd'hui, qu'une façade lézardée.

Façade lézardée... sauf pour la répression sans risques contre des victimes sans possibilité de défense.

Une vague de terreur facile mais brutale vient d'être déclanchée systématiquement contre tous ceux qui ont eu le malheur d'avoir été détenus autrefois.

Le franquisme sent la fin. Victime de la peur qu'il a soigneusement cultivée et qui se retourne sur lui-même, frappe des coups de griffe à tort et à travers, aveuglé par la fureur. Depuis les communistes et les socialistes, on a incarcéré les dirigeants de la C. N. T. ; peu après, ce fut le tour des militaires, et toujours les républicains, même les plus modérés, ont eu à subir la persécution à nouveau. Malmenés, traqués, torturés ; on a fusillé quelques uns ; on a « promené » quelques autres, sans procès, sans juges, sans tribunaux.

Nous ne faisons pas de terrorisme verbal. Nous parlons vrai et objectif, sûrs de nous montrer au-dessus de la réalité. On le verra bientôt, lorsque les événements inéluctables permettront de faire le compte de la terreur franquiste.

Mais encore, dans cette répression, en plus de la fureur des sauvages phalangistes, on retrouve un procédé sadique. On persécute aussi pour provoquer la panique, la reddition sans conditions des héros de la résistance, la claudication devant le « moindre mal » d'une restauration monarchiste, fondée sur le désespoir.

Qui nos amis du Monde entier !... est en train de monter en Espagne.

Resume du texte présenté par deux hautes personnalités a Monsieur Spaack

Voici les paragraphes plus intéressants du rapport sur le problème espagnol formulé à M. Spaack, Ministre des Affaires Etrangères belge. Ce rapport est une preuve des sentiments de la Belgique à l'égard du régime de Franco :

L'ENQUETE INTERNATIONALE, EXPEDIENT DILATOIRE

L'enquête ouverte par le Comité de Sécurité sur le danger que le régime franquiste représente ou peut représenter pour la paix mondiale n'est qu'un expédient dilatoire. Sans nul besoin d'enquête, il est parfaitement plausible de donner une réponse affirmative à la question. Non pas que les dirigeants espagnols aient nécessairement une volonté consciente d'agression, ce qui d'ailleurs n'est pas du tout exclu, mais parce que, même sans l'avoir, leur politique intérieure et extérieure ne peut espérer ni agencer une meilleure issue que la guerre entre l'est et l'ouest.

Indépendamment de tous les préparatifs militaires du général Franco, le problème espagnol est dangereux en lui-même. Il importe, en conséquence, de lui appliquer un traitement qui ne le soit pas.

Le problème espagnol est mal posé depuis longtemps, depuis dix ans, mais jamais peut-être avec autant d'acuité et de tolérance de l'absurde que dans la note conjointe publiée il y a deux mois à peine par les Etats Unis, la France et la Grande Bretagne.

Elle était le résultat d'un long et subtil marchandage et, dans sa forme définitive, juxtapose allègrement quelques propositions qui ne peuvent pas être pensées ensemble.

L'INTERVENTION ETRANGERE ET LE SENTIMENT PATRIOTIQUE DES REPUBLICAINS ESPAGNOLS

L'intervention étrangère ne serait pas une nouveauté en Espagne. En 1823, ayant obtenu le consentement des autres grandes puissances à Vérone, la France y est intervenue avec une forte armée qui n'eut presque pas besoin de livrer bataille pour rétablir le pouvoir absolu de Ferdinand VII. Deux ans plus tôt un « pronunciamiento » avait imposé à celui-ci une Constitution très libérale qu'il supportait à contre-cœur. A l'insu de son gouvernement, Ferdinand VII avait demandé l'aide de ses cousins de France. Chateaubriand fit tout ce qu'il put dans cette affaire et la réussit parfaitement. L'intervention fut faite au nom de la « légitimité ». A quelques nuances près, « légitimité » et « légalité » sont deux mots synonymes. Si le gouvernement de la République Espagnole voulait demander l'appui d'autres puissances démocratiques, il pourrait invoquer ce lointain précédent.

Pourquoi ne le fait-il pas, ou, sans l'invoquer, pourquoi ne demande-t-il pas aide et secours pour rétablir la loi et la liberté en Espagne ?

Des raisons diverses provenant d'un souci de dignité et d'un sentiment patriotique s'y opposent. Elles paraissent parfaitement plausibles. Mais s'agirait-il d'une véritable intervention dans le cas présent ? On peut en douter.

Dès 1936 et pendant toute la durée de la guerre civile d'Espagne, le Comité de Non-Intervention a travaillé sans relâche pour éviter des faits qui se sont produits



El Jefe del Gobierno Republicano, D. José Giral, a su llegada a Méjico, acompañado de su hijo y secretario particular D. Antonio.

MANIFESTACIONES DEL MINISTRO DE LA DEFENSA NACIONAL

El general Hernández Saravia habla de sus proyectos en realización en el Ejército de la República

La formación de un Ejército al servicio de la República Española, es uno de los temas de mayor transcendencia que ocupa la atención del Gobierno en sus tareas previsoras. Con una profunda experiencia del pasado y una visión clara del porvenir, un hombre sencillo, de temple recto, de sólida competencia profesional, el general de Artillería, don Juan Hernández Saravia, Ministro de Defensa Nacional de la República, trabaja con ardor, secundado con entusiasmo por un grupo de brillantes jefes y oficiales.

El problema es arduo : reorganizar materialmente un ejército e infundirle un espíritu, esto es, forjar para ese Ejército una disciplina moral, no la fría disciplina emanada de los códigos y reglamentos. Porque no se trata sólo de someter a unos hombres a la observancia rigurosa de unos preceptos, sino de infundirles el aliento y el sentir de la Nación, a cuyo servicio han de consagrarse.

Las instituciones son poca cosa si les

falta ese estímulo generoso, ese soplo vivificador que establece sólidamente la compenetración indispensable para que la función asignada a aquellas sea eficaz. El Ejército que la República vílmente agredida formó en plena guerra fué, por razón de las circunstancias, un Ejército político, como lo son todas las guerras civiles. Por eso, surgido en casi su totalidad de las entrañas de los partidos y organizaciones políticas que apoyaban la República, fué un elemento apto para su defensa.

Interesa ahora al Gobierno, acuciado por el noble afán de edificar el porvenir de España, dotar a la República cuando se restablezca de un Ejército eficiente, identificado con los anhelos del país, libre de toda influencia sectaria, al servicio exclusivo de la soberanía nacional y leal en el cumplimiento y obediencia de sus fallos inapelables. Un Ejército de la nación sometido por entero a sus instituciones fundamentales.

EL EJERCITO REPUBLICANO DE LA GUERRA CIVIL

El Ministro de la Defensa Nacional, general Hernández Saravia, nos ha hablado largamente de este tema tan interesante y nos ha expuesto sus planes :

— No hace falta — nos ha dicho — que evoquemos aquí el gesto glorioso del pueblo español poniéndose en 1936 al lado del Poder legítimamente constituido para defender con las armas en la mano la soberanía política y la independencia nacional. De ese pueblo heroico y, justo es consignarlo, de los generales, jefes, oficiales, clases y soldados que permanecieron fieles a la palabra empeñada, salieron los cuadros de aquél denodado Ejército que se batió con singular bravura y que fué derrotado materialmente al cabo de tres años de rudo combate ; derrotado materialmente, porque moralmente, en el orden de las ideas, nuestro Ejército, como nuestro Pueblo sufrieron una derro-

ta, pero no perdieron la guerra. La guerra era mundial. Hoy ha terminado y la victoria ha plasmado en el triunfo de la Democracia en el Mundo. Se quiera o no se quiera reconocer, en el arrollador empuje del espíritu español, estaba y está el aliento democrático que se manifiesta y resplandece con ansias de liberación en todas partes y que hasta en el interior de nuestro país se refleja, pese a las represalias, en numerosos actos de hostilidad, de repulsa, de vigorosa resistencia. »

EJERCITO Y POLITICA

« ... El Gobierno de la República — agrega el general Hernández Saravia —, tuvo que asegurarse, en aquellos momentos de subversión, de cuáles eran los sentimientos políticos de los españoles a quienes se encomendaban funciones de organización y de mando en los institutos armados. Era ésta una previsión elemental.

(Continúa en la página 4a)



Un grupo de españoles que formaban parte de la multitud que acudió a recibir al Sr. Giral a su llegada a la capital mejicana.

Il est dit notamment :

- A) qu'un chagement de régime en Espagne est à tout point de vue souhaitable.
- B) que seuls les espagnols doivent se charger de la faire et
- C) qu'il faut, en tout cas, éviter :
 - a) une guerre civile ou
 - b) une intervention étrangère.

Des « hommes patriotes et libéraux » — y est-il ajouté — devraient prendre le pouvoir, administrer le pays et faire une consultation électorale pour que le peuple décide le régime qu'il veut se donner. Ceci est posé comme un espoir plutôt que comme un programme, sans aucune indication au sujet de la procédure qu'il faudrait suivre pour arriver.

Il ne semble pas possible d'imaginer en ce moment la fin du gouvernement du général Franco en dehors de l'une ou l'autre des éventualités suivantes :

A) mort naturelle ou violente ; mais il est jeune encore, apparemment en bonne santé et, d'autre part, entouré de toute espèce de précautions, de sorte qu'il n'y a aucune raison valable pour prendre ce cas en considération.

B) abandon volontaire du pouvoir ; mais rien dans ses déclarations, dans ses démarches ou dans la politique très précise qu'il mène, ne permet de prévoir actuellement qu'il envisage une pareille solution ; il se montre, au contraire, plein d'une assurance tranquille et se croit peut-être un instrument de la providence, comme d'autres dictateurs l'ont fait et dit ; il y est et il y reste ;

C) conspiration de palais aboutissant à un coup d'état réussi mais, quoiqu'on y ait songé et qu'on y songe encore, il est entièrement improbable qu'elle puisse mûrir de façon suffisante sous le régime policier de délation et de suspicion qui regne actuellement en Espagne ;

- D) guerre civile ou
- E) intervention étrangère.

de façon incontestable. S'il reprenait maintenant ses travaux, il pourrait très facilement constater :

a) l'absence des représentants des deux puissances qui ont, tout de suite après, provoqué, soutenu et perdu la guerre générale et

b) la réalité d'une intervention italo-allemande qui ne s'est pas bornée à la période stricte de la guerre civile, mais qui s'est prolongée durant toute la guerre générale et qui, d'une façon, si l'on peut ainsi s'exprimer, posthume, continue encore maintenant à produire ses pleins effets.

Dans cette hypothétique résurrection, qui n'est pas suggérée ici en tant que procédure à suivre réellement, mais plutôt comme un poteau indicateur pour bien marquer l'acheminement des idées, le Comité de Non-Intervention serait donc amené à proposer certaines mesures qui n'auraient pas du tout le caractère d'une intervention, puisque leur but serait précisément celui d'effacer les traces, les conséquences et les manifestations d'une intervention antérieure et toujours agissante.

Ces mesures de véritable, juste et stricte non-intervention ou, si l'on le veut, de contre-intervention, ne pourraient soulever nulle objection fondée sur le patriotisme espagnol ou sur le respect dû aux principes communément admis en droit international. Mais elles impliqueraient inévitablement l'élimination de l'actuelle dictature espagnole, et par là poseraient le problème du régime qui doit lui succéder.

C'est justement le noeud de la question. Tous les retards apportés à une saine politique de contre-intervention sont provoquées surtout par les difficultés qu'il y a à trancher honnêtement ce dernier problème.

(Suite à la page 3).

DISPOSICIONES OFICIALES Y COMUNICADOS

DEL MINISTERIO DE EMIGRACION DEL GOBIERNO DE LA REPUBLICA ESPAÑOLA

Los voluntarios españoles en el ejercito británico

El gobierno inglés se dispone a desmovilizar a los pioneros españoles que han servido en el Ejército británico durante la guerra.

La contribución de los españoles a la Victoria sobre los enemigos de la civilización y de la democracia ha sido tanta y tan entusiasta como grande es el desamparo en que esos combatientes se encuentran hoy por parte de algunos de los Gobiernos de los países por los cuales han luchado. El Gobierno de Londres quiere trasladar a Italia a los pioneros españoles antes de decretar su desmovilización. Pretende transformar en civiles sobre la devastada Península mediterránea, que tiene un excedente de mano de obra de muchos miles de hombres, a mas de 800 soldados de nacionalidad española que durante los cuatro largos años de guerra han derramado su sangre y expuesto su vida sobre todas las tierras del mundo para defender la Causa de la libertad, y también los intereses del Imperio Británico. La situación que se va a crear a ese grupo de bravos españoles es dramática. Desmovilizados, abandonados mas propiamente dicho, sobre el suelo italiano lleno de llagas y de arideces más que ningún otro de la desolada Europa, ¿qué dirán, qué pensarán de la gran Inglaterra y de su Gobierno obrero y democrático?

El Ministerio de Emigración del Gobierno en exilio de la República Española trabaja preocupándose por la suerte de ese puñado

de bravos españoles defensores de la libertad. Intenta poner en juego sus contadísimos medios, persuadir a las autoridades británicas de que los españoles que lucharon en defensa de la Causa común de la libertad tienen derecho a un trato más en armonía con sus méritos.

El Ministerio de Emigración confía en el sentido humano del Gobierno británico, en el de su Ministro de Relaciones Exteriores, viejo compañero de lucha en la Organización Internacional del Transporte y en el del titular de este Departamento, abrigando la esperanza de que sus compatriotas voluntarios en el Ejército británico serán tratados como lo exige su actuación militar en defensa de la vieja y querida Inglaterra.

Es que los españoles dejamos de ser deseables cuando no exponemos de continuo la vida por intereses tan respetables como prácticamente ajenos a nosotros?

Confía también este Ministerio, y de una manera muy especial, en el Gobierno y en el gran pueblo francés, para que ayuden, una vez más, a los españoles democráticos en este difícil trance en que les coloca un interés bien opuesto a los postulados de la Carta del Atlántico por los que se dijo que luchaban los victoriosos ejércitos aliados. El Gobierno y el pueblo franceses acogerán seguramente, llegado el caso, a esos combatientes por la libertad que Inglaterra parece dispuesta a abandonar a su suerte.

CENTRO DE INFORMACION Y AYUDA A LOS TRABAJADORES EXTRANJEROS

Ha sido constituido el nuevo Comité Nacional del C. I. A. T. E. en París, integrado por las siguientes personalidades: Presidente, Sr. Mauricio PRESSOYRE, Consejero Municipal de París y Consejero General del Sena; Vice-Presidente, el Sr. Renato MARTIN, Ingeniero; Secretario General, Sr. Manuel MONTESINOS, ex-Secretario General de la F. N. T. B. A. S. A. de España y ex-Secretario español de los grupos de T. E. 219, 97, 183, 427 Quater y 427; Vice-Secretario General, Sr. Delmiro IBÁÑEZ, ex-Secretario General de la Sección española de l'«Aumonerie Catholique» de Tolosa; Tesorero, Sr. Alex DAURIE, empleado, y como Delegados Nacionales los Sres. BRASERO, por los españoles, peluquero en Aubervilliers; COLIGNET, por los franceses, empleado; ARTIGLIA, por los italianos, artista pintor y ebauista, y AUSSEHER por los polacos, periodista internacional.

El C. I. A. T. E. que cada día llama más la atención y simpatías de los extranjeros en Francia, se regula por la ley francesa del 1º de julio de 1901, y es ajeno a toda idea política, social o religiosa, lo que le acredita como de mayor utilidad general. En principio, trata de ser el intermediario entre la Administración francesa y los extranjeros que, desconocedores, por lo general, de las disposiciones vigentes, sufren a diario multitud de contrariedades fáciles de evitar en beneficio no solo de los interesados, sino que también del buen nombre de Francia y su reputación internacional; les proporciona además práctico servicio de información y orientación juridicoadministrativo, así como pro-

cura defender sus intereses morales y materiales, en particular de sus afiliados y extranjeros en general.

Todos los servicios y beneficios públicos del C.I.A.T.E. son gratuitos, prestados por la altruista labor que se han impuesto un buen número de franceses y extranjeros en franca colaboración y que, por su actuación al frente de esta Asociación, han logrado captar la confianza pública de los extranjeros y, especialmente, de los exilados españoles que, de día en día y en proporción creciente, acuden a las Oficinas del C. I. A. T. E. en París o provincias, para obtener una documentación regular y duradera, cambios de profesión, soluciones en caso de paro forzoso, enfermedad, necesidades en general, litigios, contrariedades surgidas a través de su presencia en los ex-Grupos de T. E. de la M. O. E., etc.

Conviene pues que, las personas interesadas en el bienestar de los trabajadores extranjeros, tan necesarios para el resurgimiento y reconstrucción de la Francia; así como los extranjeros deseosos de prestar una ayuda a sus compatriotas desventurados, se incorporen a esta obra benéfico-social en calidad de Socios Participantes o Protectores de la misma.

El Comité Nacional del C. I. A. T. E. radica en París (11) 1, rue de la Fontaine au Roi, donde pueden dirigirse toda clase de adhesiones y peticiones de servicios y beneficios públicos. Los extranjeros que integran Organizaciones de origen propio pueden hacerlo también a través de sus respectivos Comités en París o provincias, quienes conocen la existencia y utilidad pública del C. I. A. T. E.

NOTICIAS Y COMENTARIOS DE PRENSA

Un comentario de « Une Semaine dans le Monde »

LA DEMOCRATISATION DU REGIME FRANQUISTE

Le général Franco ne manque aucune occasion de proclamer que le régime qu'il préside est le plus « démocratique » qui soit au monde: une « libre démocratie chrétienne », a-t-il encore affirmé ces jours-ci dans son discours aux Cortès, et le président de cette assemblée, M. Esteban Bilbao, lui a fait chorus en spécifiant que « contrairement aux interprétations de certaines démocraties retardataires (sic), le régime espagnol ne signifie pas la dictature, mais concilie la liberté représentée par le vote personnel et corporatif des procuradores avec les trois bases essentielles: religion, Etat, société ».

Le Caudillo a déclaré, en outre, qu'il considérait tous les problèmes politiques qui se posaient au sud des Pyrénées, comme depuis longtemps résolus, à l'inverse de la situation actuelle de bien des pays « qui, ayant participé à la guerre, n'ont pas su trouver encore un régime capable de les résoudre ». Ce qui ne l'a pas empêché d'ajouter que « pour les gouvernements, comme pour les édifices, il faut d'abord poser les fondations... Quand les murs de la maison seront édifiés — a-t-il précisé — je couronnerai mon oeuvre ».

Franco reconnaît donc que celle-ci n'est pas arrivée à son terme. Ce terme, quel sera-t-il ? Il est permis de supposer que lui-même ne s'en fait pas une idée très nette. Le tout, à son point de vue, n'est-il pas de profiter des circonstances — c'est-à-dire, avant tout, des hésitations des « Quatre Grands » à son sujet — pour se maintenir au pouvoir le plus longtemps possible ?

Mais le « dictateur » est trop soucieux de se concilier certaines sympathies étrangères pour ne pas donner publiquement, de temps à autre, des gages de son désir sincère de « démocratiser » toujours davantage son système politique, en fournissant ainsi un nouvel ayeu que ce dernier est loin encore d'être parfait.

C'est à quoi répondent en particulier la

réunion des nouvelles Cortès et la refonte du Conseil National de la Phalange.

Celui-ci ne comprend plus désormais que cinquante membres au lieu de cent. On pourrait en conclure que Franco chercherait à réduire de plus en plus l'influence de la Phalange. Mais il n'y a là qu'un trompe-l'œil: car si la suppression de la moitié des conseillers réduit d'autant la représentation des phalangistes aux Cortès, où ils siègent comme « procureurs » de droit, l'astucieux Caudillo a décidé, en contrepartie, que les cinquante gouvernements provinciaux, obligatoirement composés de phalangistes, enverront chacun un représentant aux Cortès. De telle sorte qu'il y a pas grand'chose de changé, et que la Phalange demeure, en fait, le seul parti autorisé.

Dans son discours du 14 mai, le chef de l'Espagne a fait, d'autre part, allusion au referendum, grâce auquel, a-t-il dit, le peuple sera à même de décider, en pleine liberté, de son avenir.

Mais on aimerait avoir des précisions à ce sujet, car si l'on parle depuis longtemps déjà du referendum (le principe en a été établi par une loi du 22 octobre 1945), c'est seulement le 2 mai dernier qu'un décret a réglementé le recensement des électeurs « en vue de son application éventuelle ». On se contente d'indiquer que la loi a institué, par ce procédé, la consultation directe de la nation dans tous les cas où le chef de l'Etat l'estime opportune « en raison du caractère exceptionnel des lois ou l'incertitude de l'opinion ». Et la presse tras los montes n'a pas manqué à ce propos, de souligner qu'il ne saurait être question, de toute façon, d'appeler le pays à se prononcer sur la question de régime ni sur l'opportunité du maintien des institutions actuelles. Ce qui tend encore une fois à démontrer que le Caudillo préfère laisser aux événements le soin de décider de l'avenir de l'Espagne, car il ne se sent plus maître lui-même de son propre destin.

INFORMACIONES DE AMERICA DEL SUR

MILITARES Y PROFESORES AMERICANOS, CONTRA EL FRANQUISMO

El general del ejército republicano español, don Fernando Martínez Monge, uno de los militares profesionales de mayor antigüedad en el servicio activo, residentes en América, ha dirigido al Consejo de Seguridad un documentado escrito denunciando los asesinatos perpetrados por Franco en las personas de millares de militares pundonorosos, que se negaron a secundarle en el acto de su rebelión contra la República.

Una manifestación semejante se ha producido en Uruguay.

LA PRENSA ARGENTINA CAMBIA DE TONO

La prensa argentina ha modificado su actitud respecto a los republicanos españoles. « La Nación », « La Prensa » y « La Razón », que hasta hace poco tiempo nos negaban el agua y la sal, han iniciado sus ataques contra el franquismo.

EL CAMINO A SEGUIR POR LAS NACIONES UNIDAS

Las palabras del Delegado de Noruega en el Consejo de Seguridad de las Naciones Unidas son exactas: « El régimen de Franco, establecido con la ayuda de Hitler y de Mussolini, es incompatible con la Carta de las Naciones Unidas. »

Esta incompatibilidad debía ser la sentencia de muerte política de este régimen. Se había de discutir más. Si Franco

A V I S

ORPHELINS

UN RECENSEMENT

Le Ministère de l'Emigration du Gouvernement de la République espagnole prie les familles françaises ayant adopté des enfants espagnols orphelins ou abandonnés après la fin de la guerre civile d'Espagne, de bien vouloir s'adresser à ce Service, 21 Avenue Kléber, Paris 16º, afin de nous faciliter des informations sur ces enfants (âge, endroit d'ou il proviennent, etc...) et toutes autres circonstances personnelles de chacun d'eux.

Le but du Ministère n'est autre que d'effectuer un recensement des fils de républi-

NI LOS FALANGISTAS QUIEREN SER FALANGISTAS

Del último número de « España Libre » que se publica en Nueva York, entresacamos (de un informe que en marzo envían desde España a dicho semanario español-neoyorquino) los textos siguientes:

« Aquí ya no quieren ser falangistas ni los que en realidad lo son. Hay miedo. Incertidumbre. Reina la mayor intranquilidad y todo el mundo se acuesta esperando levantarse a la mañana siguiente y hallarse con una sorpresa. Se trabaja, pero no se come, ni se viste, ni se encuentra vivienda. Yo que he logrado volver a entrar en España, quedo sorprendido de

da. El falangismo va desapareciendo de la vista del público. Puede decirse que los militares tienen vencidos a los falangistas... Lo único que se espera es la ocasión de llegar a un acuerdo, cosa difícil en España, porque el pueblo no quiere arreglos, sino la transformación del actual régimen. Lo digo porque estoy aquí y veo y escucho todos los días ».

Y nosotros, que escuchamos estos días de mayo a bravos y sensatos compañeros que han logrado pasar los Pirineos, sabemos que la clase media en España, patronos, comerciantes, funcionarios etc. desear-

Numerosos catedráticos de las Universidades argentinas y de otros países sudamericanos han enviado un escrito al Consejo de Seguridad de la O. N. U., denunciando las actividades del franquismo, contrarias a toda expansión espiritual y a la libre expresión del pensamiento. Adjunta a su demanda una relación comprensiva de los profesores españoles asesinados por Franco y de aquellos que viven en el exilio.

UN MITIN EN LA ARGENTINA

En la Casa del Pueblo, de Buenos Aires y con asistencia del representante del Gobierno de la República en la Argentina, exministro don Manuel Blasco Garzón, se ha celebrado un acto organizado por el Partido Socialista argentino en el curso del cual se pronunciaron discursos contra la tiranía franquista. Al final del acto se cursaron telegramas a la Secretaría del Consejo de Seguridad de la O. N. U. estimulando al alto organismo internacional para que adopte una posición firme frente a la dictadura española.

ciado sus ataques contra el franquismo, a pesar de las afinidades y simpatías del régimen de Peron con el de la Falange.

UNA « PERONADA »

« LA CABRA SIEMPRE TIRA AL MONTE »

En la subcomisión del Consejo de Seguridad de la Organización de las Naciones Unidas, la Argentina — bien entendido, Perón — se ha manifestado a favor de Franco.

La noticia no nos sorprende. Era de esperar. Pero la lección es *aleccionadora*. Si Franco hubiese de juzgar a los criminales de guerra les absolvería. « La cabra siempre tira al monte ». Si el fascismo renaciese Franco se uniría a él, como estuvo siempre.

Ahora el régimen de Perón hace otro tanto. « Dios — o el diablo — los cría y ellos se juntan ».

Si el mundo pudiese hacer una prueba, vería como todos los fascistas se hallan en un mismo redil. Lo triste es que no se quieren enterar los que verdaderamente están enterados.

tencia de muerte política de este régimen. No habría de discutirse más. Si Franco es incompatible con la Carta de las Naciones Unidas, esta organización internacional debe acordar sanciones eficaces, para que termine un régimen de incompatibilidad internacional y para que España esté debidamente representada en este organismo, ya que así le corresponde a nuestro país por su abolengo histórico y su prestigio internacional.

La verdad está ahí colocada. No hay que buscarle « los tres pies al gato » en « el caso » de España. Si España debe hallarse representada en ese organismo, nada más lógico que se zanje un problema de compatibilidad, para que un pueblo recabe su soberanía y su personalidad jurídica y de esta manera su voz sea oída y escuchada en el concierto de las Naciones Unidas, reconociéndole la debida autoridad.

No hacerlo así es perder el tiempo y prolongar un problema que al mundo le afecta. España posee una legalidad : la legalidad republicana. A ella debe atenerse el organismo internacional, para hacer compatible el Estado español con los demás Estados que se hallan presentes en el seno de la organización de las Naciones Unidas.

Le but du Ministère n'est autre que d'effectuer un recensement des fils de républicains espagnols qui se trouvent disséminés en France à conséquence des malheurs qui ont suivis notre lutte contre le fascisme.

tra vivienda. Yo que he logrado volver a entrar en España, quedo sorprendido de los infundios que lanza la radio de Madrid y los reporteros, pues se anuncian todos los días construcciones de casas para pobres, y en realidad no se ha construido na-

mos que la clase media en España, patronos, comerciantes, funcionarios etc. desean que vuelva la República. Puede decirse que casi todo el pueblo, allí en España, piensa en la República como solución para evitar otra guerra civil, y no en la monarquía.

CONGRESO DEL PARTIDO SOCIALISTA EN TOULOUSE

Por aclamación se acuerda continuar colaborando en el gobierno de la Republica

El pasado miércoles 22 comenzaron en Toulouse las deliberaciones del Congreso del Partido Socialista Obrero Español. Asistieron 480 delegados, entre los que figuran varios de España, recién llegados de nuestra patria y que traen al Congreso el aliento y el sentir de la resistencia del interior. También acuden representantes de las organizaciones socialistas españolas de Africa del Norte, América e Inglaterra.

Presidió la primera sesión el de la Comisión Ejecutiva en Francia, don Enrique de Francisco.

El secretario general, señor Llopis, hizo un informe, que duró tres horas, comprensivo de la actuación desarrollada por la organización, tanto en el orden político como en el interno.

Abierto el debate político intervinieron varios delegados, entre otros los señores Wenceslao Carrilo, de la Agrupación socialista en Inglaterra ; Manuel Albar, de la de Méjico, y en nombre de los diputados socialistas allí residentes.

También tomó parte en este debate el representante del Partido Socialista Francés,

Mr. Vidal, quien saludó a los congresistas en nombre de su grupo político manifestando que éste conoce muy bien el problema del socialismo español y sabe la ayuda que merece. " El Partido Socialista francés no reconoce personalidades individuales, sino que reconoce al Partido Socialista Español en su conjunto, del cual sois vosotros los representantes legales ". Hablaron a continuación en términos efusivos los Delegados de los Partidos Socialistas belga e italiano y el diputado laborista inglés Mister Noel Baker, miembro de la Comisión de Negocios Extranjeros de la Cámara de los Comunes, quien fué recibido con muchos aplausos.

Afirmó el diputado inglés que el objetivo común de socialistas ingleses y españoles es la destrucción del régimen de Franco y el restablecimiento de la democracia en España. " El Partido Laborista — agregó — tiene la esperanza de que pronto, muy pronto, tal vez en un plazo de semanas, la democracia sea restablecida en España.

Aseguró Mister Baker que este cambio se efectuará sin efusión de sangre. Terminó su intervención diciendo que no se podrá considerar que la guerra mundial ha terminado,

mientras el fascismo subsista en España y que estaba en la certeza de que el próximo Congreso socialista español se celebrará en Madrid.

Acerca de la situación política general informó con gran amplitud, don Trifón Gómez.

En el momento en que este número de «La Nouvelle Espagne» entra en máquina no ha llegado aún a nuestro poder el texto oficial de las conclusiones aprobadas en el Congreso, pero según noticias recibidas de Toulouse, y a reserva de dar noticia oficial y completa en otro número si fuera preciso, parece ser que a propuesta de la delegación de España se acordó por aclamación que el Partido Socialista continúe colaborando en el Gobierno de la República que preside el señor Giral y que la representación en el mismo sea propuesta por la Ejecutiva del Partido y no por la minoría parlamentaria como habían propuesto los delegados de Méjico.

El Congreso, que ha sido un acto serio y eficaz, terminará con la elección de la Ejecutiva.

DEL PARAISO FRANQUISTA

CARA, CRUZ Y CANTO

SINCERIDAD ELECTORAL

¡ ASI DA GUSTO !

El Gobierno franquista acaba de disponer que sean eliminados del Censo electoral todos aquellos ciudadanos que hayan sido condenados a penas superiores a un mes y un día.

Lo que equivale, prácticamente, a cercenar el derecho al voto a todos los antifranquistas.

He aquí un bonito modo de ganar elecciones sin romperse la cabeza ni gastar un cuarto.

Por eso los franquistas dicen :
— ¡ Haciendo elecciones nos quedamos solos !

LA " NEUTRALIDAD " DE FRANCO

EN 1943 LAS " JERARQUIAS " DE FALANGE SEGUIAN INCORPORANDOSE A LA DIVISION AZUL

En " El Hogar Español ", órgano de la Falange Española y portavoz en Francia del Gobierno de Franco, de 12 de Junio de 1943, se publicaba la siguiente nota :

" Por el mando se ha concedido autorización a diversas jerarquías de Falange Española Tradicionalista y de las J. O. N. S. para incorporarse a la gloriosa División Azul para continuar la lucha contra el comunismo. Marcharán varias jerarquías nacionales y por cada provincia una de catego-

ría provincial y otra local. La primera jerarquía a quien se le ha concedido dicho honor es al consejero nacional camarada Mariano Calviño Sabucedo. "

" ¡ MUERA LA INTELIGENCIA ! "

La Secretaría de educación Popular del gobierno franquista ha prohibido la circulación del libro " Diccionario de Química " de Stephen Hiall, editado en México hace tres años, porque la versión castellana, traducción directa del inglés, de esta importante obra científica es del Dr. José Giral Pereira.

Recientemente, una casa de Barcelona solicitó de la Editorial Atlante, S. A., 500 ejemplares de este Diccionario, y su circulación no ha sido autorizada por dichas razones.

Tal es el sectarismo superlativo de los fanáticos y energúmenos que, diez años después de iniciada la guerra civil, no pueden resistir el nombre de un ilustre hombre de ciencia ni siquiera como traductor comentador de un libro de química, porque hasta tal extremo temen a los republicanos que no pudiendo ejecutarlos intentan suprimirlos hasta en las actividades más alejadas de la política, en las que suelen caracterizarse los países por una zona de convivencia para todos los ciudadanos.

NOTAS DE LA

B. B. C. DE LONDRES

En su charla del 26 de Mayo presta gran atención a la información del Dr. Giral ante la Subcomisión de la U. N. O., destacando su importancia por ser la única voz española que se ha oído en este organismo internacional.

Menosprecia la potencialidad del ejército franquista, si bien consume el sesenta por ciento del Presupuesto español, pero que la cifra de 850.000 soldados en actividad militar constituye un foco de peligro, por ser la España de Franco el refugio de los restos del fascismo mundial, incluyendo los 47.000 excombatientes de la División Azul y el camuflaje de millares de alemanes, protegidos por el régimen de Franco.

La política inglesa respecto a España trata de evitar una solución de violencia y dar tiempo a que se produzca por un cambio pacífico

Franco, es el mayor estímulo para el comunismo y acentúa la división entre los españoles y crea, precisamente, el peligro que se desea evitar.

De seguir las cosas así llegará el momento en que le sea obligado a Inglaterra tomar medidas enérgicas para resolver el problema español.

La radio y la prensa franquista engañan deliberadamente al pueblo español. Del discurso de Franco dijeron que en la Gran Bretaña se había recibido con la importancia de una declaración de un ministro inglés, y ello es incierto y tan fantástico como si viniera de la Cueva de Montesinos.

Afirmó que Inglaterra está acostumbrada a conocer las dictaduras que quieren pasar como democracias.

FRUTOS DEL FRANQUISMO

POBREZA MENTAL Y RAMPLONERIA

Nos entristece profundamente, cuando leemos los periódicos y revistas que nos llegan de España, el advertir el grado de ramplonería, de insubstantialidad y de mal gusto a que se ha llegado. Salvo algunas escasas colaboraciones de figuras ya consagradas y de pocos, muy pocos valores nuevos, que apenas pueden desenvolverse en el ambiente asfixiante que se respira en España, no hay en esas publicaciones nada que merezca la pena y todo se vuelve exaltación de Franco y de su régimen, prosa barata y chabacanería.

Si lanzamos una mirada atrás y recordamos la prensa española de otras épocas, expresión y reflejo de una vida intelectual libre animada y varia, nos damos cuenta con dolor del abismo de vacío y de pobreza mental a que el régimen de Franco nos ha traído.

El fenómeno no es único. Allí donde se produce un régimen totalitario cualquiera que sea su signo, el espíritu se ahoga y no puede vivir. El hombre, o permanece mudo o se convierte en un partidista del partido único o en un sectario. Ocurre que la cul-

tura, la verdadera cultura, flor delicada del espíritu, se marchita y fenece porque nada es allí propicio a su desarrollo.

Sólo el clima templado de la democracia es el adecuado para que la cultura viva y se desenvuelva. Sólo ella ofrece al hombre el máximo de libertad y de posibilidades para cultivar y lograr su plena personalidad. Sólo con un régimen democrático volverá España a recobrar su fisonomía de país culto y tornarán sus órganos de publicidad a ser dignos portavoces de sus inquietudes espirituales, de su curiosidad abierta a todos los horizontes

Entretanto seguirán cayéndonos de las manos los periódicos españoles porque, prescindiendo ya de su orientación anacrónica y fuera de lugar en el mundo, nos espanta la pobreza mental y nos aterra la limitación mezquina que revelan, trasunto de un pueblo oprimido, donde disientir del dictador es una herejía y donde el libre vuelo del pensamiento es un pecado.

Como Unamuno podemos decir, hoy más que nunca que nos duele España en el cogollo del corazón.

UN MEDIO DE COMUNICACION CON LOS FAMILIARES EN ESPAÑA

El Ministerio de Emigración del Gobierno de la República Española pone en conocimiento de los españoles residentes en Francia y Africa del Norte lo siguiente :

Previo el pago de los gastos de correspondencia pueden enviar y solicitar de sus familias residentes en España noticias Estrictamente Familiares a través de la entidad MESSAGE FAMILIAL. Los mensajes, con indicación bien precisa de las direcciones del destinatario y del remitente deben dirigirse a : M. le Président du MESSAGE FAMILIAL, Assy (Hte. Savoie).

AVISO

Si los familiares de los niños : MARIA TERESA DEL RIO y ANA MARIA, hijas de Concha González del Río, de Asturias ; de los niños FRANCISCO, MARIA, RAFAEL y ALFONSO RIPOLL, hijos de José Maria Ripoll y de Francisca, de Barcelona ; de los niños FERNANDO SEVILLANO, CARMEN y MARY, hijas de Francisca Rodríguez de Sevillano, de Santurce (Vizcaya), desean noticias, diríjanse a Elías Moral, 4, Place Nationale. Montauban (Tarn et Garonne).

CRONICA • REPORTAJES • CRITICA

HORARIO

A LA VEZ, ESPAÑA

Todos los españoles aman profundamente a España. Y la lejanía de la patria ha acentuado nuestro amor por ella. Nunca se aman más las cosas que cuando se pierden. Pero este profundo amor se halla muchas veces perturbado por nuestra pasión. La pasión ha sido una de las causas que más ha superado nuestro razonamiento sensato. Pero el ejemplo del mundo nos dice que nosotros no somos los suficientemente transigentes para colocar el interés de España sobre las luchas de partido y las ambiciones personales. En todas partes estos fenómenos subsisten; pero cuando surgen problemas nacionales todas estas pasiones desaparecen o se olvidan de momento, para dejar pasar, en primer término, aquello que es interés nacional.

Pero nunca el interés de España había sido mermado y ultrajado como ahora lo hace Franco. El sabe que su permanencia en el poder no permite que España esté representada en ningún organismo internacional. Más aún, la España de Franco se halla exonerada en todas partes como una pesadilla, que desprestigia los valores económicos de nuestro país. Y Franco pretende subsistir sobre la ruina de un país que, teniendo motivo y ocasión para defenderse en todos los ámbitos del mundo, se ve, por su intransigencia, imposibilitado de levantarse, para cubrir las necesidades de un pueblo hambriento y angustiado por su terror de siete años. Y lo peor, lo peor de todo, es el pensar que sobre la tragedia de España se ceban los intereses bastardos que, la mayoría de las veces se hallan muy lejos de defender el bienestar de nuestra patria.

Franco llevará sobre sus espaldas — ya que conciencia no tiene — esta tremenda y trágica responsabilidad, ¡ah!, pero nosotros hacemos todo lo que deberíamos hacer para superar esta pasión de partido o de personalismo? Hoy día el interés de España debe hacernos olvidar las cuestiones partidistas y las rivalidades personales. No hacerlo así es tanto como agravar el problema español, que es el de España y a la vez el de nosotros mismos. Nuestra vida de emigración, de hombres desterrados, nos ha hecho aprender una dura lección. La lección de la incompreensión de los otros pueblos, que sólo se han acordado de nosotros cuando les ha convenido, y con toda la razón que poseemos, ésta no se nos ha dado sino cuando las conveniencias se han puesto a la par de las nuestras.

Y hemos de ser tan insensatos, que esta amarga lección no nos sirva de ejemplo y de experiencia? ¿No sabremos colocar los intereses de España sobre lo que nos enturbia de pasión y de encono? Si España ha sido inmolada por ellos — por la reacción franquista — nosotros debemos sacrificarnos por España, para que, como republicanos, la sepamos interpretar y representar con más alteza de miras que lo ha hecho la anti-España reaccionaria. Nuestro liberalismo, nuestra democracia, deben ser el clima propicio para que España se reincorpore a la armonía del mundo, con la grandeza que merece, porque la sabemos representar tal como ella es, de digna, de virtuosa y de sensata.

Y como el ejemplo de Franco no nos sirve — porque nos denigra — es por lo que al asociar España a la República, lo hacemos en plan de fraternidad democrática, de comprensión y de transigencia, para que se establezca el clima propicio de nuestra convivencia, para que España no se desgarré más por la insensatez de unos pocos, ya que sobre unos y otros está el pueblo español, que es la representación auténtica de España, al cual democráticamente tendremos que rendir cuentas. Y debe ser para nosotros, en estos momentos, la única obsesión, puesto que este pueblo se siente compenetrado con nosotros, porque hemos sabido interpretar mejor que nadie sus ansias, sus deseos, sus necesidades que son las de España a la vez.

ARIEL.

Reflejos...

El mundo no es Sierra Morena

Pasar de contrabando todo un régimen es empresa difícil. Sin embargo, tal es el propósito por el que Franco anda forcejeando desde que vio claro — tardó en enterarse — la victoria aliada. Pero si además de ser difícil la empresa por sí misma, no se renuncia a realizarla ni siquiera cuando el alijo se halla bajo la vista de los carabineros parece que el propósito debe estar condenado, de antemano, al fracaso.

En tales circunstancias el solo intento resulta ofensivo. O debiera resultar... El descaro, el cinismo, se convierten, entonces en pura burla. Y la actitud remisa de los carabineros expectantes se trueca en complicidad ante los públicos que contemplan el espectáculo.

Porque el caso de la dictadura española es ya un funambulesco espectáculo internacional.

Para los españoles resulta además una zarzuela. Terrible, sangrienta, desoladora. Pero no por eso menos zarzuela. Y aquí viene bien el recuerdo de tantas piezas teatrales de ese género en las que salen a relucir bandidos y matuteros, con sus sombreros calañeses, su manta colorinesca, su trabuco y su puñal. La única diferencia (que, en efecto, es enorme) se halla en la moral de los tipos. Los bandidos tradicionales eran generosos. Al menos en la literatura.

Su propósito ofrece así un aspecto pintoresco, un color local, como jamás tuvo ningún otro espectáculo ante la faz del mundo. Porque Franco aspira nada menos que a pasar el contrabando sin privar del atuendo característico a sus caballistas.

Ahi los tenemos: jaques y matones. Plantados ante el mapa de Europa, como ante una inmensa y apetecible Sierra Morena, luciendo sus calañés, su manta colorinesca, su trabuco y su puñal.

Hay gentes que se preguntan: «¿Será posible? ¿Pasarán su contrabando sin quitarse siquiera los distintivos profesionales? ¿Llegará la burla hasta el extremo de que los facinerosos no crean necesario disfrazarse de honrados?».

Entre los comentaristas no faltan psicólogos que opinan que tal vez lo que impresiona a los guardias fronterizos es

precisamente el uniforme de la cuadrilla y su aire majó lo que les induce a una contemplación pasmada, confusa y parálitica.

En realidad nunca llegó a tan alto el prestigio de una zarzuela ni a tan bajo la valoración de un drama. Nosotros opinamos como los psicólogos.

En el fondo, el problema español es de bandolerismo. Es natural que produzca asombro y que tarden en entenderlo los espíritus europeos que solo conocían, hasta ahora, el bandolerismo pintado por los Mérimée, los Gautier, los Borrow, etc. El otro, el trascendental e intrínseco, no aciertan a verlo tan fácilmente. Ahora sí, acabarán viéndolo. Pero será por la rebaba del gesto bravucón y por los fogonazos del trabuco. Y al fin se darán cuenta. Advertirán toda la envergadura de un concepto de delincuencia absoluta que antes no se atrevían a sospechar. Y verán que el régimen de Franco es, hasta en los mismos entresijos de su estructura, «contralegalidad» y que todos los montajes de la administración pública de ese régimen son fuerza sin ley.

Esto aparte, naturalmente, de sus orígenes, por los cuales definió para siempre su naturaleza delictiva. ¿Quien puede olvidarlo? Recordemoslo: una banda armada se adueñó del Poder por el mismo procedimiento que empleaban los salteadores de antaño para apoderarse de una valija en una carretera. Ciertamente que en esta ocasión — 1936 — y sin duda para adiestrar a los discípulos hispanos en la técnica moderna, llevaron la parte principal en el asalto congéneres del extranjero. Pero la empresa es la misma. E invariables los episodios de ella. Después del éxito de la emboscada y del asalto, el botín y el reparto. Luego, la organización del campamento, la fortificación de las guardias; en seguida la preparación de nuevas hazañas.

La novedad consiste ahora en la enorme cuantía de lo que se intenta pasar. ¡Todo un régimen! Y sin desposeerle siquiera de los atributos de su guardarropia teatral. Realmente, la cosa es demasiado fuerte. ANTONIO VALMY.

CRONICA DE MADRID

Los republicanos de España vuelven a confiar en la O. N. U.

Para los madrileños, se perfila, cada vez más claramente, el momento en que la camarilla franquista se vea en la precisión de dejar el poder, y España vuelva a ser gobernada de acuerdo con las normas del derecho de gentes y las garantías constitucionales, que representa el Gobierno legítimo de la República. Nadie pone en duda que este feliz instante tiene que llegar en un plazo relativamente breve. Unos, la inmensa mayoría, lo esperan con ardorosa impaciencia; otros, la reducida minoría de los que detentan los productivos cargos la Falange y del Estado y participan en el reparto de las prebendas que distribuyen Franco y sus Ministros, lo ven venir con la natural alarma. A unos y a otros ha causado profunda impresión la noticia radiada por la B. B. C. londinense, de que el Sr. Giral había sido invitado por el subcomité de la O. N. U. para mantener ante él sus acusaciones contra Franco.

La noticia ha corrido de boca en boca en estos días, pasando a ser el tema único de todas las conversaciones. La opinión democrática siente galvanizadas de nuevo sus esperanzas. Todos saben, en España, que sólo una enérgica acción diplomática de las naciones libres, encabezada por medio de su instrumento legal — la U. N. O. — puede dar definitivamente al traste con la dictadura fascista de Franco. Los liberales españoles se sintieron llenos de esperanza cuando en San Francisco y en Potsdam, se condenó de modo explícito al franquismo. Estas esperanzas se vieron más alentadas aún con el triunfo de los laboristas en las últimas elecciones inglesas y, posteriormente, con el noble gesto de Francia, que no vaciló en cerrar su frontera con la España fascista, aún con evidente perjuicio de sus intereses.

Ahora, la noticia de que la voz acusadora del presidente del Gobierno legítimo de España va a ser escuchada en la O. N. U., ha hecho renacer la confianza de los españoles. En las reuniones familiares, en las tertulias de café, cuando se encuentran dos amigos en la calle, en cuantas ocasiones, en una palabra, entran en comunicación unos con otros los madrileños, la pregunta obligada es: «¿Has oído la noticia que ha dado la B. B. C.?».

Generalmente, el amigo o el camarada conoce ya la buena nueva, porque la ra-

los distintos pronósticos, es el tiempo que habrá de prolongarse aún la dictadura fascista. Los más optimistas, esperan ver a Franco arrojado del poder y restablecida la legalidad republicana en un plazo de quince días. Los más pesimistas temen que Franco pueda continuar aún depredando el país hasta finalizar el año en curso. Los ecuanímenes y ponderados calculan que el magno acontecimiento tendrá lugar a fines del verano o a comienzos del otoño. Es el punto medio equilibrado que equidista del optimismo exagerado y del escéptico pesimismo. Y todos se disponen a esperar con paciente fe y hasta con entusiasmo, la llegada de este momento, pues, al fin y al cabo, piensan que, unos meses más o menos, no es demasiado tiempo para quien lleva esperando de siete a diez años.

También hay en Madrid alguna que otra tertulia cuyos asistentes, de ceño fruncido y bruscos ademanes, vestían en otro tiempo el antiestético uniforme de Falange. Para estos tales la B. B. C. está muy lejos de sonar con un acento de esperanza. Por el contrario, cada una de estas noticias, les hace recordar que sus empleos y sinecuras son hijas de la ilegalidad, proceden del reparto del botín que su caudillo pudo extraer del país. Y presientes que no está lejos el instante en que España vuelva a ser un Estado de derecho y, por tanto, los munificos emolumentos que perciben por tan varios como arbitrarios conceptos, van a desvanecerse como el humo. Muchos individuos, procedentes del pistolero fulangista, no solo temen perder los cargos con que Franco ha pagado sus buenos servicios.

Estos bravucones, antes jaques y pintureros, se limitan ahora a lanzarse unos a otros miradas torvas y a rumiar entre dientes sus temores. Pero tampoco faltan entre ellos los exaltados, encarnación viva de la insensatez y el cinismo, que fulminan con voz tonante aterradoras amenazas contra los liberales a los que, si pudieran, suprimirían del mapa aún a costa de centuplicar el número de víctimas que llevan ya sobre su negra conciencia. Todo el aparato bélico y policiaco del Estado está en manos de estas pandillas de antiguos pistoleros. En la Dirección General de Seguridad existe un fichero en el que hay más de cien mil fichas con las direcciones de otros tantos hombres y hasta mujeres de

Magnifique rapport belge sur le probleme espagnol

Magnifique rapport belge sur le problème espagnol

(Viene de la primera página)

DANGERS D'UNE PERIODE CONSTITUANTE

Un pays qui vient de traverser les dix plus terribles années de son histoire moderne, après une guerre civile cruelle, suivie d'une tyrannie implacable et soumise encore à l'influence du national-socialisme, dans ce qu'il a de moins national et de moins socialiste, comment peut-on soudain le plonger dans une période constituante ? Jusqu'à quel point est-il en état de faire un choix stable et judicieux ? Dans quelle mesure cette période constituante ne serait-elle pas le départ d'une nouvelle guerre civile aussi terrible que la précédente et avec des implications internationales pareilles, sinon plus graves ? Et, d'autre part, à qui confierait-on l'administration de cette période constituante sans que cette administration ne vienne peser sur le choix qui devrait en résulter ?

Ces questions, une fois posées, peuvent paraître insolubles, et suffire à arrêter toute initiative autre que des expédients dilatoires dans le genre de l'enquête du Comité de Sécurité.

Mais une autre réalité incontestable est alors méconnue. C'est que la prolongation de la dictature franquiste peut, elle aussi, être un motif suffisant pour déclencher une guerre civile dans des conditions intérieures et extérieures encore plus dangereuses.

LA LEGALITE REPUBLICAINE, THESE IRREPROCHABLE

La thèse de la légalité républicaine épargne tous les dangers de la période constituante. La violence employée par le Général Franco avec l'aide étrangère doit être corrigée. La contre-intervention se bornerait donc à rétablir la République et, dans la mesure du possible, à remettre en fonction les organes du pouvoir tels qu'ils se trouvaient en 1936, avant la sédition intérieure et l'intervention extérieure.

Cette thèse s'appuie sur des titres et des avantages évidents, à savoir :

- a) elle est, du point de vue juridique, irréprochable ;
- b) elle est la plus simple à mettre en exécution et, ce qui est très important,
- c) elle élimine automatiquement la période constituante.

Ces considérations entr'ont dévié beaucoup d'adhésions, aussi bien en Espagne qu'à l'étranger, vers une solution royaliste.

Le débat entre les partisans de la monarchie et ceux de la République est loin d'être clos, mais il n'a plus ce caractère en quelque sorte transcendant qu'il a pu avoir autrefois. Les avantages et les inconvénients de l'un et de l'autre sont com-

parativement petits à côté des sacrifices qu'il faut parfois accepter pour les imposer par la violence. Le Roi Alphonse XIII lui-même l'avait très bien compris et ce sera l'honneur de la Monarchie espagnole d'avoir accepté sans résistance le sacrifice majeur plutôt que d'avoir déclenché une guerre civile qui jamais ne se serait produite sans l'intervention étrangère.

INANITE DE LA POSITION MONARCHISTE

Mais l'instauration de la monarchie en Espagne offre à l'heure actuelle des difficultés diverses provenant, entre autres, des circonstances suivantes :

a) la volonté du peuple espagnol, manifestée en huit élections depuis 1931, n'a montré aucune velléité monarchiste.

b) Les règles de succession de la Monarchie espagnole, non seulement d'après sa dernière constitution de 1876 mais suivant une tradition très ancienne, exigent que l'héritier de la couronne soit accepté comme tel par les Cortès. Or, le dernier Prince de Asturias est mort avant le roi Alphonse XIII, et depuis lors il n'y a pas eu de Cortès qui aient pu désigner ou accepter son successeur. Actuellement, l'héritier direct est l'Infant Don Jaime, qui, paraît-il, est infirme et incapable de régner — ce qui du reste aurait dû faire également l'objet d'une décision des Cortès. C'est pourquoi l'Infant Don Juan, troisième fils mâle du roi Alphonse XIII, est le prétendant actuellement le plus en vue, mais il n'a pas de titres et doit encore les établir. Tout ceci serait long à expliquer avec quelque détail et paraît à première vue anecdotique et plutôt secondaire, mais n'est pas sans portée pratique.

c) Il n'y a, en partie à cause de la situation décrite dans la paragraphe antérieur et pour de complexes raisons d'ordre historique, un véritable foisonnement de prétendants à la couronne d'Espagne. On en a recensé au moins six, chacun avec plus ou moins de partisans.

d) L'Infant don Juan, Comte de Barcelona, incontestablement celui qui a les chances les plus sérieuses, eut le tort de s'aligner pendant la guerre civile sous les drapeaux du général Franco et peut difficilement apparaître aujourd'hui comme un arbitre au dessus de la mêlée.

LA RESTAURATION DE LA MONARCHIE, GERME DE GUERRE CIVILE

Laissant de côté ces inconvénients et d'autres encore, il y a des considérations très puissantes qui doivent peser maintenant dans l'esprit des partisans les plus clairvoyants de la solution monarchiste. Leur projet ne peut se limiter à mettre

un Roi à la place du Général Franco, mais doit faire en sorte que le nouveau régime prenne dans l'avenir des racines profondes et durables et soit capable de donner au pays une vie harmonieuse. Y a-t-il maintenant des probabilités de que cela puisse se faire ainsi ? Sûrement pas. Dans l'état actuel des choses, la monarchie ne peut s'instaurer en Espagne que par une des voies suivantes :

a) initiative expresse du Général Franco ;

b) consentement plus ou moins tacite du Général Franco ;

c) coup d'état, militaire ou non, aboutissant directement ou par l'intermédiaire d'une régence, ou d'une Junta provisoire au rétablissement de la monarchie, ou d) période constituante.

Les dangers de cette dernière éventualité ont été signalés plus haut. Les inconvénients sont évidents. La monarchie se serait aux yeux d'une grande partie de la population espagnole majoritaire ou non — le détail a peu d'importance — une prolongation de la situation actuelle. Elle apparaîtrait comme une habileté et comme une nouvelle victoire des partis qui ont gagné la guerre civile, grâce surtout à l'aide étrangère. Elle ne pourrait catalyser ce confus mais profond sentiment de solidarité nationale.

IL N'Y A PAS DE SOLUTION PACIFIQUE ET JUSTE EN DEHORS DE LA FORMULE CONSTITUTIONNELLE REPUBLICAINE

Ceci ne veut pas dire que les monarchistes, pour bien faire devraient abandonner leur projet. Ils auront la voie ouverte dès que la légalité sera rétablie en Espagne. La Constitution de la République contient en elle une procédure de réforme constitutionnelle relativement longue, puisque elle demande deux élections, mais irréprochable. Si la majorité du pays le veut la République peut devenir ainsi une monarchie sans soulever aucune objection légitime. Cette solution, d'autre part, ne comporterait pas de inconvénients aussi graves que ceux d'une période constituante :

a) parce qu'il ne s'agirait que d'une réforme constitutionnelle et non de l'élaboration de toute une constituante, et

b) parce qu'elle ne s'ouvrirait pas tout de suite après le départ du Général Franco, mais plus tard lorsque le pays serait rentré dans un certain ordre.

Les monarchistes espagnols, malgré leur assurance d'être soutenus par une majorité de l'opinion publique, ne paraissent pas disposés à suivre ce chemin, qui est pourtant le seul qui puisse donner au régime une chance sérieuse de rester. Pourquoi ? Parce que, au fond ils n'ont

pas toute la confiance qu'ils prétendent avoir dans le peuple espagnol.

De leur côté, les républicains ont aussi de sérieuses raisons de croire que la majorité du pays est avec eux, et, fidèles en plus aux engagements qu'ils ont pris, aux mandats qu'ils ont reçus et aux principes mêmes d'une république qu'ils ont si durement défendue, ils se cantonnent dans la forteresse d'une légalité en exil qui ne peut transiger avec leurs adversaires sans le risque de se dénaturer. »

MIENTRAS LA O.N.U. INVESTIGA, continúan las detenciones y los fusilamientos

Un compatriota que acaba de traspasar la frontera nos ha manifestado que en Madrid continúa la represión, y desde el cierre de la frontera ha sido doblado el servicio de vigilancia, deteniéndose a gran número de ciudadanos que se hallaban en libertad provisional. A los cuatro o cinco días del cierre de frontera se fusiló en Alcalá de Henares a diez y nueve detenidos, encarcelados desde el final de la guerra.

Barcelona. — El fiscal de un consejo de guerra ha pedido hoy la pena de muerte contra cinco españoles acusados de haber entrado en España clandestinamente y de haber formado una banda de guerrilleros.

Las actividades militares en la frontera

Soldados evadidos de España en estos días han facilitado interesantes informes acerca del emplazamiento de las tropas que guarnecen la frontera, así como sobre las fortificaciones construidas por el Ejército franquista.

Por la parte de Echalar (Navarra) «Posición de las Palomeras», se han construido nidos de ametralladoras. Una carretera que va de Lesaca a Yanci ha sido construida por penados políticos.

Una compañía de Infantería se encuentra en Echalar, en donde igualmente han sido construidos numerosos nidos de ametralladoras.

La primera compañía del segundo batallón (que manda el capitán Camacho), estaba en abril del 39 en Arcala y en junio del 43 comenzó a trabajar en la construcción de minas-galerías para comunicar los nidos de ametralladoras.

«¿Has oído la noticia que ha dado la B. B. C. ?»

Generalmente, el amigo o el camarada conoce ya la buena nueva, porque la radio londinense la oye todo Madrid. Hasta los que no tienen radio, que, naturalmente, son muchos. Todos conocen a algún amigo o un simple vecino que tiene radio y que, inevitablemente oye las emisiones que la B. B. C. organiza para España. Pero, alguna que otra vez, se da el caso de que el compañero o el amigo no conoce la noticia. Entonces, el comunicante ve complacido cómo su interlocutor se frota las manos y replica con regocijada esperanza : « ¡ Vaya ! A ver si es verdad que se va «Claudio» de una vez... » (1).

En Madrid hay innumerables tertulias de personas de todas las ideologías políticas, balas y pronósticos acerca de los resultados inmediatos de la acusación del Sr. Giral ante la O. N. U. Pero todas ellas con el denominador común de la esperanza de que Franco se vea obligado a abandonar el poder, y España vuelva a ser ese país libre y democrático que todos los españoles soñábamos en aquel 14 de abril de 1931.

Lo que matiza las diferencias entre

leros. En la Dirección General de Seguridad existe un fichero en el que hay más de cien mil fichas con las direcciones de otros tantos hombres y hasta mujeres, de filiación liberal y democrática. Enfurecidos los falangistas por el triunfo de las naciones libres, y desesperados por su impotencia, pueden dejarse llevar de un arrebato de última hora, lo que daría lugar a que se repitieran las sangrientas jornadas del comienzo del « movimiento ».

Aquí, todo el mundo desea que se proceda rápidamente y con toda energía, para evitar al mundo la vergüenza de sentir que, después de transcurrido un año de la total victoria de las democracias el último dictadorzuelo pueda aún tener en sus manos las vidas de tantos demócratas españoles, para los que todo continúa lo mismo que si la guerra la hubiera ganado Hitler.

CORRESPONSAL.

(1) «Claudio» es uno de los apelativos despectivos con que se designa a Franco más frecuentemente. Procede de un juego de palabras que se hace por corrupción de Caudillo a Claudio y luego a Claudio.

COSAS VEREDAS

AL MAESTRO... PUÑALADA

Hay una gran distancia entre contemplar y claudicar. Pero a veces esta distancia se acorta por un espejismo visual cuando los dos términos se hallan en el mismo plano. D. José Ortega y Gasset no ha claudicado ante la dictadura franquista. Esta es la verdad. Pero mucha gente se preguntaba en España, hace unos meses : ¿ Por qué ha venido Ortega ?

Ortega estuvo en América, luego en Portugal. Un día sintiendo, tal vez, la nostalgia de Madrid, llegó a la villa del oso y del madroña. Los jefes del régimen franquista batieron palmas. Las personas « desafectadas » a la situación pusieron la cara mustia. Quiere decir que Madrid entero, el Madrid intelectual, tomó un aire de sepelio digno del caso.

Alrededor del ilustre filósofo se movieron inmediatamente multitud de personajes. Todo fueron adulaciones, ofertas y deferencias. Había un empeño decidido en que Ortega se reintegrara a su cátedra. Pero D. José se negó a ello. Supo y quiso resistir a todos los embates. Se le ofrecieron cantidades crecidísimas para que colaborase en la Prensa. Inútil, también.

Las caras mustias de sus admiradores se tornaron alegres como unas pascuas. De pronto el filósofo regresó a Portugal. Y ahora ha vuelto. Ha reaparecido para dirigir un pequeño discurso a la juventud española, en general.

Lo dicho por Ortega es fino, elevado y noble. Por consiguiente no lo han enten-

dido los jóvenes falangistas. Y los no falangistas, que son la inmensa mayoría, no pueden exteriorizar lo que sienten, porque su voz está prohibida en toda España.

La respuesta beocia no podía faltar. En efecto, en el diario madrileño « Ya » de 8 de mayo, sale a plaza y no sabemos si escurbando la arena, un mozallete fascista, espeso de mollera, como todos ellos, que pretende contestar a D. José.

El quidam le pone las peras a cuarto. Y de paso arremete contra la República, la Filosofía, la Política, la ex docta Casa y (esto sin querer) el sentido común. La respuesta del abrupto fascista es digna de cualquier miembro de la calaña a que pertenece.

Pero, confesémoslo : Ortega y Gasset merece, en este caso, la insolencia del zoiolo. ¿ Es que todavía no conoce la catadura intelectual y moral de los falangistas, sean jóvenes o viejos, pimpollos o matusalenes ? ¿ Es que ignora las reacciones habituales de esa gente ? Sí ; hemos de declararlo con dolor : Ortega ha pecado de ingenuo.

Convénzase el insigne pensador. El escudo de yugos y flechas que ostenta, en todo lo alto, el salón de la llamada Aula de Cultura, es nefasto para los intelectuales. A la vera de emblema tan vil no puede prosperar ninguna intención noble. La flor de la sindéresis se agosta bajo su sombra.

DISPOSICIONES OFICIALES Y COMUNICADOS

DEL MINISTERIO DE EMIGRACION DEL GOBIERNO DE LA REPUBLICA ESPAÑOLA

Los voluntarios españoles en el ejercito británico

El gobierno inglés se dispone a desmovilizar a los pioneros españoles que han servido en el Ejército británico durante la guerra.

La contribución de los españoles a la Victoria sobre los enemigos de la civilización y de la democracia ha sido tanta y tan entusiasta como grande es el desamparo en que esos combatientes se encuentran hoy por parte de algunos de los Gobiernos de los países por los cuales han luchado. El Gobierno de Londres quiere trasladar a Italia a los pioneros españoles antes de decretar su desmovilización. Pretende transformar en civiles sobre la devastada Península mediterránea, que tiene un excedente de mano de obra de muchos miles de hombres, a más de 800 soldados de nacionalidad española que durante los cuatro largos años de guerra han derramado su sangre y expuesto su vida sobre todas las tierras del mundo para defender la Causa de la libertad, y también los intereses del Imperio Británico. La situación que se va a crear a ese grupo de bravos españoles es dramática. Desmovilizados, abandonados mas propiamente dicho, sobre el suelo italiano lleno de llagas y de arideces más que ningún otro de la desolada Europa, ¿qué dirán, qué pensarán de la gran Inglaterra y de su Gobierno obrero y democrático?

El Ministerio de Emigración del Gobierno en exilio de la República Española trabaja preocupándose por la suerte de ese puñado

de bravos españoles defensores de la libertad. Intenta poner en juego sus contadísimos medios, persuadir a las autoridades británicas de que los españoles que lucharon en defensa de la Causa común de la libertad tienen derecho a un trato más en armonía con sus méritos.

El Ministerio de Emigración confía en el sentido humano del Gobierno británico, en el de su Ministro de Relaciones Exteriores, viejo compañero de lucha en la Organización Internacional del Transporte y en el del titular de este Departamento, abrigando la esperanza de que sus compatriotas voluntarios en el Ejército británico serán tratados como lo exige su actuación militar en defensa de la vieja y querida Inglaterra.

Es que los españoles dejamos de ser deseables cuando no exponemos de continuo la vida por intereses tan respetables como prácticamente ajenos a nosotros?

Confía también este Ministerio, y de una manera muy especial, en el Gobierno y en el gran pueblo francés, para que ayuden, una vez más, a los españoles democráticos en este difícil trance en que les coloca un interés bien opuesto a los postulados de la Carta del Atlántico por los que se dijo que luchaban los victoriosos ejércitos aliados. El Gobierno y el pueblo franceses acogerán seguramente, llegado el caso, a esos combatientes por la libertad que Inglaterra parece dispuesta a abandonar a su suerte.

CENTRO DE INFORMACION Y AYUDA A LOS TRABAJADORES EXTRANJEROS

Ha sido constituido el nuevo Comité Nacional del C. I. A. T. E. en París, integrado por las siguientes personalidades: Presidente, Sr. Mauricio PRESSOYRE, Consejero Municipal de París y Consejero General del Sena; Vice-Presidente, el Sr. Renato MARTIN, Ingeniero; Secretario General, Sr. Manuel MONTESINOS, ex-Secretario General de la F. N. T. B. A. S. A. de España y ex-Secretario español de los grupos de T. E. 219, 97, 183, 427 Quater y 427; Vice-Secretario General, Sr. Delmiro IBÁÑEZ, ex-Secretario General de la Sección española de la «Aumonerie Catholique» de Tolosa; Tesorero, Sr. Alex DAURIE, empleado, y como Delegados Nacionales los Sres. BRASERO, por los españoles, peluquero en Aubervilliers; COIGNET, por los franceses, empleado; ARTIGLIA, por los italianos, artista pintor y ebanista, y AUSSEHER por los polacos, periodista internacional.

El C. I. A. T. E. que cada día llama más la atención y simpatías de los extranjeros en Francia, se regula por la ley francesa del 1º de julio de 1901, y es ajeno a toda idea política, social o religiosa, lo que le acredita como de mayor utilidad general. En principio, trata de ser el intermediario entre la Administración francesa y los extranjeros que, desconocedores, por lo general, de las disposiciones vigentes, sufren a diario multitud de contrariedades fáciles de evitar en beneficio no solo de los interesados, sino que también del buen nombre de Francia y su reputación internacional; les proporciona además práctico servicio de información y orientación juridicoadministrativo, así como pro-

cura defender sus intereses morales y materiales, en particular de sus afiliados y extranjeros en general.

Todos los servicios y beneficios públicos del C.I.A.T.E. son gratuitos, prestados por la altruista labor que se han impuesto un buen número de franceses y extranjeros en franca colaboración y que, por su actuación al frente de esta Asociación, han logrado captar la confianza pública de los extranjeros y, especialmente, de los exilados españoles que, de día en día y en proporción creciente, acuden a las Oficinas del C. I. A. T. E. en París o provincias, para obtener una documentación regular y duradera, cambios de profesión, soluciones en caso de paro forzoso, enfermedad, necesidades en general, litigios, contrariedades surgidas a través de su presencia en los ex-Grupos de T. E. de la M. O. E., etc.

Conviene pues que, las personas interesadas en el bienestar de los trabajadores extranjeros, tan necesarios para el resurgimiento y reconstrucción de la Francia; así como los extranjeros deseosos de prestar una ayuda a sus compatriotas desventurados, se incorporen a esta obra benéfico-social en calidad de Socios Participantes o Protectores de la misma.

El Comité Nacional del C. I. A. T. E. radica en París (11) 1, rue de la Fontaine au Roi, donde pueden dirigirse toda clase de adhesiones y peticiones de servicios y beneficios públicos. Los extranjeros que integran Organizaciones de origen propio pueden hacerlo también a través de sus respectivos Comités en París o provincias, quienes conocen la existencia y utilidad pública del C. I. A. T. E.

NOTICIAS Y COMENTARIOS DE PRENSA

Un comentario de « Une Semaine dans le Monde »

LA DEMOCRATISATION DU REGIME FRANQUISTE

Le général Franco ne manque aucune occasion de proclamer que le régime qu'il préside est le plus « démocratique » qui soit au monde: une « libre démocratie chrétienne », a-t-il encore affirmé ces jours-ci dans son discours aux Cortès, et le président de cette assemblée, M. Esteban Bilbao, lui a fait chorus en spécifiant que « contrairement aux interprétations de certaines démocraties retardataires (sic), le régime espagnol ne signifie pas la dictature, mais concilie la liberté représentée par le vote personnel et corporatif des *procuradores* avec les trois bases essentielles: religion, Etat, société ».

Le Caudillo a déclaré, en outre, qu'il considérait tous les problèmes politiques qui se posaient au sud des Pyrénées, comme depuis longtemps résolus, à l'inverse de la situation actuelle de bien des pays « qui, ayant participé à la guerre, n'ont pas su trouver encore un régime capable de les résoudre ». Ce qui ne l'a pas empêché d'ajouter que « pour les gouvernements, comme pour les édifices, il faut d'abord poser les fondations... Quand les murs de la maison seront édifiés — a-t-il précisé — je couronnerai mon oeuvre ».

Franco reconnaît donc que celle-ci n'est pas arrivée à son terme. Ce terme, quel sera-t-il ? Il est permis de supposer que lui-même ne s'en fait pas une idée très nette. Le tout, à son point de vue, n'est-il pas de profiter des circonstances — c'est-à-dire, avant tout, des hésitations des « Quatre Grands » à son sujet — pour se maintenir au pouvoir le plus longtemps possible ?

Mais le « dictateur » est trop soucieux de se concilier certaines sympathies étrangères pour ne pas donner publiquement, de temps à autre, des gages de son désir sincère de « démocratiser » toujours davantage son système politique, en fournissant ainsi un nouvel aveu que ce dernier est loin encore d'être parfait.

C'est à quoi répondent en particulier la

réunion des nouvelles Cortès et la refonte du Conseil National de la Phalange.

Celui-ci ne comprend plus désormais que cinquante membres au lieu de cent. On pourrait en conclure que Franco chercherait à réduire de plus en plus l'influence de la Phalange. Mais il n'y a là qu'un trompe-l'œil: car si la suppression de la moitié des conseillers réduit d'autant la représentation des phalangistes aux Cortès, où ils siègent comme « procureurs » de droit, l'astucieux Caudillo a décidé, en contrepartie, que les cinquante gouvernements provinciaux, obligatoirement composés de phalangistes, enverront chacun un représentant aux Cortès. De telle sorte qu'il y a pas grand'chose de changé, et que la Phalange demeure, en fait, le seul parti autorisé.

Dans son discours du 14 mai, le chef de l'Espagne a fait, d'autre part, allusion au referendum, grâce auquel, a-t-il dit, le peuple sera à même de décider, en pleine liberté, de son avenir.

Mais on aimerait avoir des précisions à ce sujet, car si l'on parle depuis longtemps déjà du referendum (le principe en a été établi par une loi du 22 octobre 1945), c'est seulement le 2 mai dernier qu'un décret a réglementé le recensement des électeurs « en vue de son application éventuelle ». On se contente d'indiquer que la loi a institué, par ce procédé, la consultation directe de la nation dans tous les cas où le chef de l'Etat l'estime opportune « en raison du caractère exceptionnel des lois ou l'incertitude de l'opinion ». Et la presse *tras los montes* n'a pas manqué à ce propos, de souligner qu'il ne saurait être question, de toute façon, d'appeler le pays à se prononcer sur la question de régime ni sur l'opportunité du maintien des institutions actuelles. Ce qui tend encore une fois à démontrer que le Caudillo préfère laisser aux événements le soin de décider de l'avenir de l'Espagne, car il ne se sent plus maître lui-même de son propre destin.

INFORMACIONES DE AMERICA DEL SUR

MILITARES Y PROFESORES AMERICANOS, CONTRA EL FRANQUISMO

El general del ejército republicano español, don Fernando Martínez Monge, uno de los militares profesionales de mayor antigüedad en el servicio activo, residentes en América, ha dirigido al Consejo de Seguridad un documentado escrito denunciando los asesinatos perpetrados por Franco en las personas de millares de militares pundonorosos, que se negaron a secundarle en el acto de su rebelión contra la República.

Una manifestación semejante se ha producido en Uruguay.

LA PRENSA ARGENTINA CAMBIA DE TONO

La prensa argentina ha modificado su actitud respecto a los republicanos españoles. « La Nación », « La Prensa » y « La Razón », que hasta hace poco tiempo nos negaban el agua y la sal, han iniciado sus ataques contra el franquismo, a pesar de las afinidades y simpatías del régimen de Peron con el de la Falange.

EL CAMINO A SEGUIR POR LAS NACIONES UNIDAS

Las palabras del Delegado de Noruega en el Consejo de Seguridad de las Naciones Unidas son exactas: « El régimen de Franco, establecido con la ayuda de Hitler y de Musolini, es incompatible con la Carta de las Naciones Unidas. »

Esta incompatibilidad debía ser la sentencia de muerte política de este régimen. No habría de discutirse más. Si Franco es incompatible con la Carta de las Naciones Unidas, esta organización interna-

AVIS

ORPHELINS

UN RECENSEMENT

Le Ministère de l'Emigration du Gouvernement de la République espagnole prie les familles françaises ayant adopté des enfants espagnols orphelins ou abandonnés après la fin de la guerre civile d'Espagne, de bien vouloir s'adresser à ce Service, 21 Avenue Kléber, Paris 16^e, afin de nous faciliter des informations sur ces enfants (âge, endroit d'où il proviennent, etc...) et toutes autres circonstances personnelles de chacun d'eux.

Le but du Ministère n'est autre que d'effectuer un recensement des fils de républicains espagnols qui se trouvent disséminés

NI LOS FALANGISTAS QUIEREN SER FALANGISTAS

Del último número de « España Libre » que se publica en Nueva York, entresacamos (de un informe que en marzo envían desde España a dicho semanario español-neoyorquino) los textos siguientes:

« Aquí ya no quieren ser falangistas ni los que en realidad lo son. Hay miedo. Incertidumbre. Reina la mayor intranquilidad y todo el mundo se acuesta esperando levantarse a la mañana siguiente y hallarse con una sorpresa. Se trabaja, pero no se come, ni se viste, ni se encuentra vivienda. Yo que he logrado volver a entrar en España, quedo sorprendido de los infundios que lanza la radio de Madrid y los reporteros, pues se anuncian todos

da. El falangismo va desapareciendo de la vista del público. Puede decirse que los militares tienen vencidos a los falangistas... Lo único que se espera es la ocasión de llegar a un acuerdo, cosa difícil en España, porque el pueblo no quiere arreglos, sino la transformación del actual régimen. Lo digo porque estoy aquí y veo y escucho todos los días ».

Y nosotros, que escuchamos estos días de mayo a bravos y sensatos compañeros que han logrado pasar los Pirineos, sabemos que la clase media en España, patronos, comerciantes, funcionarios etc. desean que vuelva la República. Puede decirse que casi todo el pueblo allí en España, quiere

ra la República.

Numerosos catedráticos de las Universidades argentinas y de otros países sudamericanos han enviado un escrito al Consejo de Seguridad de la O. N. U., denunciando las actividades del franquismo, contrarias a toda expansión espiritual y a la libre expresión del pensamiento. Adjunta a su demanda una relación comprensiva de los profesores españoles asesinados por Franco y de aquellos que viven en el exilio.

UNA « PERONADA »

« LA CABRA SIEMPRE TIRA AL MONTE »

En la subcomisión del Consejo de Seguridad de la Organización de las Naciones Unidas, la Argentina — bien entendido, Perón — se ha manifestado a favor de Franco.

La noticia no nos sorprende. Era de esperar. Pero la lección es *aleccionadora*. Si Franco hubiese de juzgar a los criminales de guerra les absolvería. « La cabra siempre tira al monte ». Si el fascismo renaciese Franco se uniría a él, como estuvo siempre.

Ahora el régimen de Perón hace otro tanto. « Dios — o el diablo — los cría y ellos se juntan ».

Si el mundo pudiese hacer una prueba, vería como todos los fascistas se hallan en un mismo redil. Lo triste es que no se quieren enterar los que verdaderamente están enterados.

Esta incompatibilidad debía ser la sentencia de muerte política de este régimen. No habría de discutirse más. Si Franco es incompatible con la Carta de las Naciones Unidas, esta organización internacional debe acordar sanciones eficaces, para que termine un régimen de incompatibilidad internacional y para que España esté debidamente representada en este organismo, ya que así le corresponde a nuestro país por su abolengo histórico y su prestigio internacional.

La verdad está ahí colocada. No hay que buscarle « los tres pies al gato » en « el caso » de España. Si España debe hallarse representada en ese organismo, nada más lógico que se zanje un problema de compatibilidad, para que un pueblo recabe su soberanía y su personalidad jurídica y de esta manera su voz sea oída y escuchada en el concierto de las Naciones Unidas, reconociéndole la debida autoridad.

No hacerlo así es perder el tiempo y prolongar un problema que al mundo le afecta. España posee una legalidad : la legalidad republicana. A ella debe atenderse el organismo internacional, para hacer compatible el Estado español con los demás Estados que se hallan presentes en el seno de la organización de las Naciones Unidas.

Le but du Ministère n'est autre que d'effectuer un recensement des fils de républicains espagnols qui se trouvent disséminés en France à conséquence des malheurs qui ont suivis notre lutte contre le fascisme.

pero no se come, ni se viste, ni se encuentra vivienda. Yo que he logrado volver a entrar en España, quedo sorprendido de los infundios que lanza la radio de Madrid y los reporteros, pues se anuncian todos los días construcciones de casas para pobres, y en realidad no se ha construido na-

que han logrado pasar los límites, sabemos que la clase media en España, patronos, comerciantes, funcionarios etc. desean que vuelva la República. Puede decirse que casi todo el pueblo, allí en España, piensa en la República como solución para evitar otra guerra civil, y no en la monarquía.

CONGRESO DEL PARTIDO SOCIALISTA EN TOULOUSE

Por aclamación se acuerda continuar colaborando en el gobierno de la Republica

El pasado miércoles 22 comenzaron en Toulouse las deliberaciones del Congreso del Partido Socialista Obrero Español. Asisten 480 delegados, entre los que figuran varios de España, recién llegados de nuestra patria y que traen al Congreso el aliento y el sentir de la resistencia del interior. También acuden representantes de las organizaciones socialistas españolas de Africa del Norte, América e Inglaterra.

Presidió la primera sesión el de la Comisión Ejecutiva en Francia, don Enrique de Francisco.

El secretario general, señor Llopis, hizo un informe, que duró tres horas, comprensivo de la actuación desarrollada por la organización, tanto en el orden político como en el interno.

Abierto el debate político intervinieron varios delegados, entre otros los señores Wenceslao Carrilo, de la Agrupación socialista en Inglaterra ; Manuel Albar, de la de Méjico, y en nombre de los diputados socialistas allí residentes.

También tomó parte en este debate el representante del Partido Socialista Francés,

Mr. Vidal, quien saludó a los congresistas en nombre de su grupo político manifestando que éste conoce muy bien el problema del socialismo español y sabe la ayuda que merece. " El Partido Socialista francés no reconoce personalidades individuales, sino que reconoce al Partido Socialista Español en su conjunto, del cual sois vosotros los representantes legales ". Hablaron a continuación en términos efusivos los Delegados de los Partidos Socialistas belga e italiano y el diputado laborista inglés Mister Noel Baker, miembro de la Comisión de Negocios Extranjeros de la Cámara de los Comunes, quien fué recibido con muchos aplausos.

Afirmó el diputado inglés que el objetivo común de socialistas ingleses y españoles es la destrucción del régimen de Franco y el restablecimiento de la democracia en España. " El Partido Laborista — agregó — tiene la esperanza de que pronto, muy pronto, tal vez en un plazo de semanas, la democracia sea restablecida en España.

Aseguró Mister Baker que este cambio se efectuará sin efusión de sangre. Terminó su intervención diciendo que no se podrá considerar que la guerra mundial ha terminado,

mientras el fascismo subsista en España y que estaba en la certeza de que el próximo Congreso socialista español se celebrará en Madrid.

Acerca de la situación política general informó con gran amplitud, don Trifón Gómez.

En el momento en que este número de « La Nouvelle Espagne » entra en máquina no ha llegado aún a nuestro poder el texto oficial de las conclusiones aprobadas en el Congreso, pero según noticias recibidas de Toulouse, se, y a reserva de dar noticia oficial y completa en otro número si fuera preciso, parece ser que a propuesta de la delegación de España se acordó por aclamación que el Partido Socialista continúe colaborando en el Gobierno de la República que preside el señor Giral y que la representación en el mismo sea propuesta por la Ejecutiva del Partido y no por la minoría parlamentaria como habían propuesto los delegados de Méjico.

El Congreso, que ha sido un acto serio y eficaz, terminará con la elección de la Ejecutiva.

DEL PARAISO FRANQUISTA

CARA, CRUZ Y CANTO

SINCERIDAD ELECTORAL

¡ ASI DA GUSTO !

El Gobierno franquista acaba de disponer que sean eliminados del Censo electoral todos aquellos ciudadanos que hayan sido condenados a penas superiores a un mes y un día.

Lo que equivale, prácticamente, a cercenar el derecho al voto a todos los antifranquistas.

He aquí un bonito modo de ganar elecciones sin romperse la cabeza ni gastar un cuarto.

Por eso los franquistas dicen :

— ¡ Haciendo elecciones nos quedamos solos !

LA " NEUTRALIDAD " DE FRANCO

EN 1943 LAS " JERARQUIAS " DE FALANGE SEGUIAN INCORPORANDOSE A LA DIVISION AZUL

En " El Hogar Español ", órgano de la Falange Española y portavoz en Francia del Gobierno de Franco, de 12 de Junio de 1943, se publicaba la siguiente nota :

" Por el mando se ha concedido autorización a diversas jerarquías de Falange Española Tradicionalista y de las J. O. N. S. para incorporarse a la gloriosa División Azul para continuar la lucha contra el comunismo. Marcharán varias jerarquías nacionales y por cada provincia una de cate-

goría provincial y otra local. La primera jerarquía a quien se le ha concedido dicho honor es al consejero nacional camarada Mariano Calviño Sabucedo."

" ¡ MUERA LA INTELIGENCIA ! "

La Secretaría de educación Popular del gobierno franquista ha prohibido la circulación del libro " Diccionario de Química " de Stephen Hiall, editado en México hace tres años, porque la versión castellana, traducción directa del inglés, de esta importante obra científica es del Dr. José Giral Pereira.

Recientemente, una casa de Barcelona solicitó de la Editorial Atlante, S. A., 500 ejemplares de este Diccionario, y su circulación no ha sido autorizada por dichas razones.

Tal es el sectarismo superlativo de los fanáticos y energúmenos que, diez años después de iniciada la guerra civil, no pueden resistir el nombre de un ilustre hombre de ciencia ni siquiera como traductor comentador de un libro de química, porque hasta tal extremo temen a los republicanos que no pudiendo ejecutarlos intentan suprimirlos hasta en las actividades más alejadas de la política, en las que suelen caracterizarse los países por una zona de convivencia para todos los ciudadanos.

NOTAS DE LA B. B. C. DE LONDRES

En su charla del 26 de Mayo presta gran atención a la información del Dr. Giral ante la Subcomisión de la U. N. O., destacando su importancia por ser la única voz española que se ha oído en este organismo internacional.

Menosprecia la potencialidad del ejército franquista, si bien consume el sesenta por ciento del Presupuesto español, pero que la cifra de 850.000 soldados en actividad militar constituye un foco de peligro, por ser la España de Franco el refugio de los restos del fascismo mundial, incluyendo los 47.000 ex-combatientes de la División Azul y el camuflaje de millares de alemanes, protegidos por el régimen de Franco.

La política inglesa respecto a España trata de evitar una solución de violencia y dar tiempo a que se produzca por un cambio pacífico

Franco, es el mayor estímulo para el comunismo y acentúa la división entre los españoles y crea, precisamente, el peligro que se desea evitar.

De seguir las cosas así llegará el momento en que le sea obligado a Inglaterra tomar medidas energéticas para resolver el problema español.

La radio y la prensa franquista engañan deliberadamente al pueblo español. Del discurso de Franco dijeron que en la Gran Bretaña se había recibido con la importancia de una declaración de un ministro inglés, y ello es incierto y tan fantástico como si viniera de la Cueva de Montesinos.

Afirmó que Inglaterra está acostumbrada a conocer las dictaduras que quieren pasar como democracias.

FRUTOS DEL FRANQUISMO

POBREZA MENTAL Y RAMPLONERIA

Nos entristece profundamente, cuando leemos los periódicos y revistas que nos llegan de España, el advertir el grado de ramplonería, de insubstancialidad y de mal gusto a que se ha llegado. Salvo algunas escasas colaboraciones de figuras ya consagradas y de pocos, muy pocos valores nuevos, que apenas pueden desenvolverse en el ambiente asfixiante que se respira en España, no hay en esas publicaciones nada que merezca la pena y todo se vuelve exaltación de Franco y de su régimen, prosa barata y chabacanería.

Si lanzamos una mirada atrás y recordamos la prensa española de otras épocas, expresión y reflejo de una vida intelectual libre animada y varia, nos damos cuenta con dolor del abismo de vacío y de pobreza mental a que el régimen de Franco nos ha traído.

El fenómeno no es único. Allí donde se produce un régimen totalitario cualquiera que sea su signo, el espíritu se ahoga y no puede vivir. El hombre, o permanece mudo o se convierte en un partidista del partido único o en un sectario. Ocurre que la cul-

tura, la verdadera cultura, flor delicada del espíritu, se marchita y fenece porque nada es allí propicio a su desarrollo.

Sólo el clima templado de la democracia es el adecuado para que la cultura viva y se desenvuelva. Sólo ella ofrece al hombre el máximo de libertad y de posibilidades para cultivar y lograr su plena personalidad. Sólo con un régimen democrático volverá España a recobrar su fisonomía de país culto y tornarán sus órganos de publicidad a ser dignos portavoces de sus inquietudes espirituales, de su curiosidad abierta a todos los horizontes

Entretanto seguirán cayéndonos de las manos los periódicos españoles porque, prescindiendo ya de su orientación anacrónica y fuera de lugar en el mundo, nos espanta la pobreza mental y nos aterra la limitación mezquina que revelan, trasunto de un pueblo oprimido, donde disenter del dictador es una herejía y donde el libre vuelo del pensamiento es un pecado.

Como Unamuno podemos decir, hoy más que nunca que nos duele España en el cogollo del corazón.

UN MEDIO DE COMUNICACION CON LOS FAMILIARES EN ESPAÑA

El Ministerio de Emigración del Gobierno de la República Española pone en conocimiento de los españoles residentes en Francia y Africa del Norte lo siguiente :

Previo el pago de los gastos de correspondencia pueden enviar y solicitar de sus familias residentes en España noticias Estrictamente Familiares a través de la entidad MESSAGE FAMILIAL. Los mensajes, con indicación bien precisa de las direcciones del destinatario y del remitente deben dirigirse a : M. le Président du MESSAGE FAMILIAL, Assy (Hte. Savoie).

AVISO

Si los familiares de los niños : MARIA TERESA DEL RIO y ANA MARIA, hijas de Concha González del Río, de Asturias ; de los niños FRANCISCO, MARIA, RAFAEL y ALFONSO RIPOLL, hijos de José María Ripoll y de Francisca, de Barcelona ; de los niños FERNANDO SEVILLANO, CARMEN y MARY, hijas de Francisca Rodríguez de Sevillano, de Santurce (Vizcaya), desean noticias, diríjanse a Elías Moral, 4, Place Nationale, Montauban (Tarn et Garonne).

LERIA VISION PANORAMICA

EL PINTOR Y EL CUADRO

—Decía V. que para discurrir bien sobre una cosa lo mejor es no entender de ella...

—Tanto como eso !... Pero, en fin, si mal no recuerdo hablábamos de los políticos, como hombres de comprensión vasta y general, y de los técnicos, de los especialistas. Y he aquí que, sin ir más lejos, en «Le Figaro» de uno de estos pasados días encuentro unas líneas de Georges Duhamel que resumen lo que yo quise decir y que vienen justas al caso.

—A los señores especialistas, a los señores técnicos — dice — téngoles un profundo respeto ; pero imagino que inclinados sobre los problemas hasta el punto de tocarles con la nariz, acaban por no verlos o, al menos, por no tener de ellos una visión suficientemente panorámica.

Para tener esta visión panorámica es para lo que el pintor se aleja, de vez en cuando, del cuadro que está pintando. De otro modo no lo ve bien. Y no lo ve bien porque está demasiado cerca. Tal ocurre con los problemas y con la vida. Para dominarlos hay que salirse de ellos. Si no nos echamos atrás, si no nos alejamos como el pintor, los árboles no nos dejarán ver el bosque. Nos ocurrirá como al protagonista de "La Cartuja de Parma", que precisamente por haber tomado parte en la jornada de Waterloo no pudo ver la batalla.

—Sutilezas, sutilezas...

—Lo que V. quiera. Pero no estoy solo en este modo de pensar, sino en muy buena compañía. Vea V. dos citas de distinto orden.

VER LAS COSAS CON VISTA NO FATIGADA

Dice Michelet en el libro XIX de su « Historia de la Revolución Francesa », hablando de Payan, uno de los apóstoles de Robespierre y sustituto de Chaumette, que era un " hombre de buen sentido, nuevo en los negocios y que, por ende, los veía mucho mejor, con vista menos fatigada ".

Porque los veía así, con vista no fatigada, sin prejuicios, pudo dar en el quid, decir "le mot de la situation et le vrai remède", que era, en el momento a que el historiador se refiere, la franqueza, el abandono de las vías tortuosas.

Veamos las cosas con vista no fatigada, como si las viésemos por primera vez, con una visión pristina e inédita, que es la manera de verlas bien y de sacarles todo su jugo.

CLAUDE BERNARD O EL TEMA EN SU PUNTO

He aquí ahora algo que en relación con nuestro tema escribe Claude Bernard en su

" Introducción al Estudio de la Medicina Experimental ".

—Se ha dicho con frecuencia que para hacer descubrimientos es necesario ser ignorante. Esta opinión, errónea en sí misma, oculta, sin embargo, una verdad. Significa que vale más no saber nada que tener en la mente ideas fijas, apoyadas por teorías cuya confirmación se busca siempre, descuidando todo aquello que no les concierne. Esta disposición mental es de las peores y es eminentemente opuesta a todo descubrimiento o iniciativa. En efecto, un descubrimiento es, en general, una relación imprevista, que no se encuentra comprendida en la teoría, ya que de no ser así estaría prevista. Un hombre ignorante, que no conociese la teoría, estaría, en efecto, en este particular, en las mejores condiciones mentales ; la teoría — el prejuicio — no le impediría ver los hechos nuevos que no advierte el que está preocupado por una teoría — o por una técnica, decimos nosotros — exclusiva". "Apresurémonos a agregar — puntualiza el célebre fisiólogo — que no se trata de elevar la ignorancia a principio. Cuanto más instruidos seamos, mejor dispuesta tendremos la mente para los grandes descubrimientos ; pero es menester conservar la libertad de espíritu y creer que en la naturaleza lo absurdo, según nuestras teorías, no es siempre imposible ".

Si del campo de la fisiología transferimos estas consideraciones al de la vida pública y de los negocios, no cabe duda que tienen también mucho de apreciable.

MOT DE LA FIN : NO ESTAR PEGADO A LOS PROBLEMAS

Basta de citas y de ejemplos. Volvamos al punto de partida. Que el político sea político, hombre de vasta comprensión. Que el técnico sea un especialista en su ramo, hombre de detalle y de minucia. Pero no se mezclen las funciones del político y del asesor. Cada cual a la suya. Y aun el mismo político, que no esté siempre muy pegado a los problemas, que no los toque constantemente con la nariz, que es la manera de no verlos. Como el pintor se aleja del cuadro, el político ha de alejarse de cuando en cuando de los problemas, de los negocios que ocupan su atención — un viaje a tiempo, una tarea que le distraiga, una leve empresa de índole diversa —, para adquirir visión y perspectiva.

Únicamente así apreciará el justo valor de las cosas — sin exageración ni atenuaciones — y las verá, como Payan, con visión clara e inédita, " con una vista no fatigada ".

—La verdad es que para todo hay argumentos.

—Cierto ; pero dejemos ya el tema. Y cada loco con el suyo

LA NOUVELLE ESPAGNE

EL GENERAL D. JUAN HERNANDEZ SARAVIA



Declaraciones del Señor Ministro de Defensa Nacional

(Viene de la primera página).

Hacían falta garantías suficientes y de militares españoles de todas las categorías, ahí que se exigiera a los jefes y oficiales, refugiados en tierra extranjera, no principalmente, la presentación de un aval, han desmayado nunca en su esperanza y

NUESTROS MUERTOS

D. ANGEL OSSORIO Y GALLARDO

La noticia del fallecimiento de don Angel Ossorio y Gallardo, ocurrida en Buenos Aires en donde residía desde hace años, ha producido hondísima consternación en los medios españoles de todo el mundo. Don Angel Ossorio y Gallardo era un auténtico idealista, un espíritu selecto, una inteligencia preclara, un hombre bueno.

Sus actividades predilectas, a las que consagró lo más noble de su existencia : la política y la abogacía, forjaron su temple magnífico de luchador, temple que no lograron abatir ni las inclemencias de una adversa fortuna ni los ataques furiosos de sus enemigos.

Modestamente — porque don Angel Ossorio era como todos los talentos superiores, de una modestia exquisita y de una encantadora afluencia — había hecho acopio de una gran experiencia y conocía profundamente como certero observador, las reacciones del alma española.

De ahí, sin duda, su propensión a rehuir en lo posible toda polémica susceptible, por nuestro temperamento, de crear situaciones de violencia. Nunca se creyó en posesión de la verdad, porque estimaba que el político no tenía dotes de taumaturgo, posición que pugna con el carácter de la mayoría de los políticos de su tiempo. Con ideas propias, con una originalidad de pensamiento que chocaban a veces con los prejuicios tradicionales y con la concepción que de la sociedad tenían los elementos titulados conservadores, admitía las sugerencias de amigos y adversarios y aceptaba la crítica razonada. El principio esencial de su ideología era la convivencia civil de los hombres de todos los matices y clases, principio enlazado con aquel otro del respeto a la supremacía del poder civil en la vida del pueblo.

Su política estuvo impregnada de esta preocupación : que no se derrumbasen los valores del espíritu, que la intransigencia y la intolerancia no rompieran los diques y provocaran la catástrofe. Noble inquietud la suya por evitar la lucha fratricida ! Y esta actitud, que reflejaba su afán renovador, contrastaba con sus primeros pasos en la vida pública, con las etapas erizadas de dificultades y de peligros, y, en el fondo, llenas de amargura para él, que era un hombre de fina sensibilidad, y que modificaron radicalmente su trayectoria inicial.

Ministro de la Monarquía en varios Gobiernos presididos por don Antonio Maura, se negó como éste, a prestarla su concurso tan pronto como la Monarquía abjuró de la Constitución. Durante la dictadura fué uno de los políticos que con mayor intensidad combatió aquel régimen. En conferencias jurídicas y literarias, en intervenciones en la Academia de Jurisprudencia que, presidida por otro conservador austero, don Francisco Bergamín, fué uno de los más sólidos baluartes erigidos contra la tiranía, el ingenio del Sr. Ossorio y Gallardo se mostraba implacable. Por elegancia de espíritu, no por mordacidad, consideró un deber de rectitud para consigo mismo — los juicios ajenos en este aspecto le tenían sin cuidado — no adscribirse a ningún grupo republicano y llegó a hacerse célebre aquella frase, que se le atribuía en 1931, según la

Las derechas, demagógicas por paradoja inconcebible, no estuvieron de acuerdo con sus teorías, e inconscientemente determinaron una basculación del sentimiento conservador a zonas en las que irremediablemente han forjado su propia ruina : el franco-falangismo, antípoda de lo conservador ; tal vez por eso mismo reaccionario y brutal.

Como abogado, su personalidad fué aún más recia si cabe. Ossorio y Gallardo puso su toga al servicio de toda causa patriótica y defendió con brío a cuantos hombres combatieron la arbitrariedad durante aquellos " siete años indignos " que marcaron el fin de la monarquía borbónica. En el Colegio de Abogados de Madrid, cuyo decanato ocupó largos años, con su autoridad patriarcal infundía



D. Angel Ossorio y Gallardo, Ministro del Gobierno Republicano, cuyo fallecimiento constituye una dolorosa pérdida para nuestra causa.

generoso aliento a los jóvenes, siendo el insustituible consejero y el entrañable amigo de todos y llegando a formar en la corporación un ambiente de cordialidad y de mutuo respeto que solo quebró el falangismo en los meses que precedieron a la guerra civil.

También sus libros y artículos en " El Sol ", " Ahora ", " La Vanguardia ", etc., son modelo de prosa fácil y ágil y algunos como "La toga en el fétetro", alusión al ministro de la dictadura de Primo de Rivera, Dom Gaio Ponte — de fina causticidad.

Como se sabe, el señor Ossorio y Gallardo desempeñó durante la guerra civil los cargos de Embajador de España en Bélgica, en Francia y en la Argentina y en el instante de constituirse el Gobierno legítimo en el exilio fué requerido por el señor Giral, aceptando sin titubeos un puesto en el mismo.

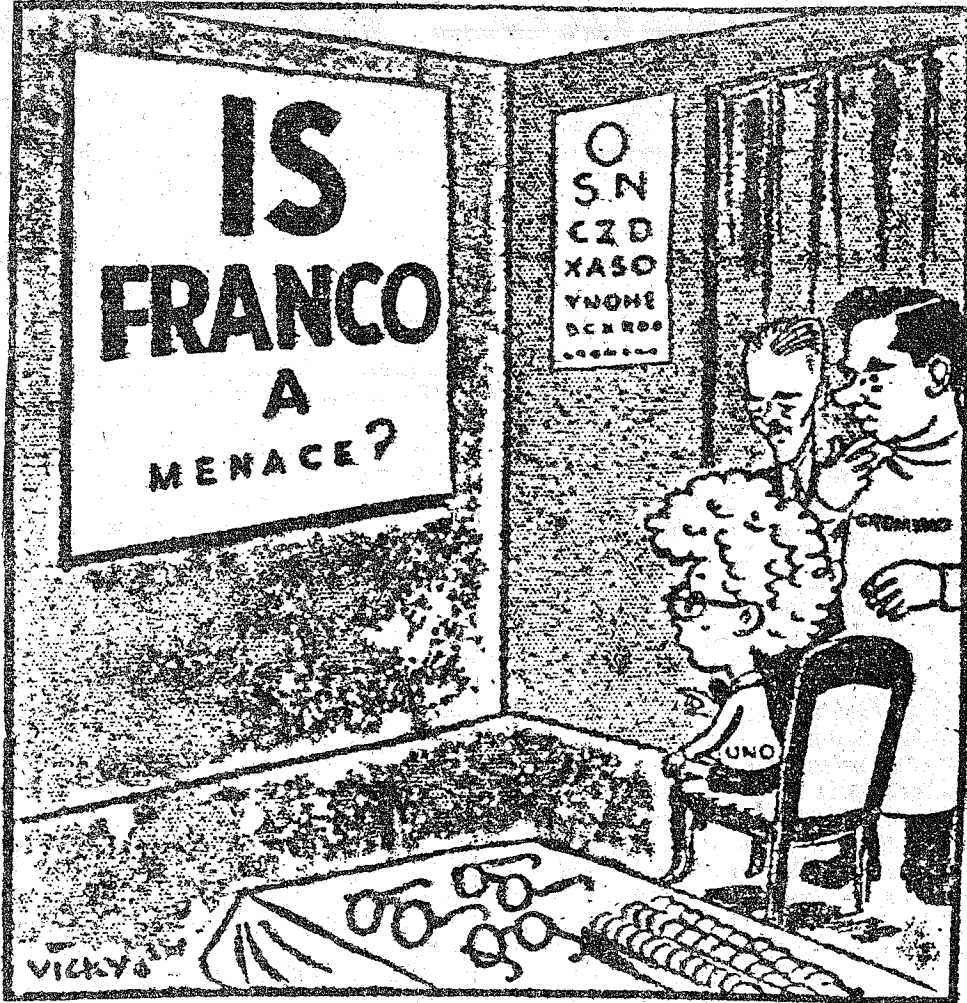
El camino que recorrer desde el palacio del Pardo al edificio de las Cortes españolas es de algunos kilómetros... exactamente unos veinte kilómetros... que ha tenido que cruzar el "generalísimo" para pronunciar su compungido discurso entre los "procuradores" de su "parlamento falangista". Pues este camino no fué una marcha triunfal de "gloria", sino un cordón de policía armada hasta los dientes, formando una barrera infranqueable. Guardias a caballo y emplazamientos de ametralladoras en los tejados y puntos estratégicos del recorrido. Un lujo, un tal lujo de fuerzas armadas, como si el pueblo de Madrid estuviese a punto de sublevarse.

Este es el orden de Franco. Esta es la "democracia organizada" que caca-rea. El orden del terror, como si España fuese un campo de concentración. El «führer» español cree que sólo con un orden policiaco se puede gobernar. Así el orden es perfecto, sólo que en esta «democracia organizada» los únicos que tienen derecho — con el "derecho" del "caudillo" — son la policía y los guardias. Franco cree que de esta manera se puede ir a "sus Cortes" a decir que España es "una democracia cristiana". Pero a los pobres "cristianos" españoles no les queda más remedio que aguantar tanto "orden" o irse al monte a luchar contra este "orden" de cosas.

Claro está que para Franco la "democracia organizada" es eso. El único democrata es él. Ha creado para sí mismo una "democracia" de guardias, de policías y de rifeños moros. Así da gusto ser "demócrata". La calle para pasear él sólo. Y para que pueda pasear — aunque vaya a las «cortes» — un guardia en cada paso y en cada teja. «El diablo cojuelo» no tiene ya nada que hacer en la España de Franco. Hasta las chimeneas se hallan vigiladas.

El Pardo, las Cortes... Policías, guardias... ¿Y el pueblo? no cuenta. El pueblo es lo "antidemocrático", como lo parlamentario y el sufragio universal. Pero Franco es "demócrata" a su manera. Un "demócrata" sin Parlamento y sin sufragio universal. Franco ha sido "el caudillo"; ahora es el "demócrata". Siendo él "demócrata" con sus moros, sus guardias y sus policías y... su falange, todo lo demás es antidemocrático, antiparlamentario y anti constitucional. Luis XIV dijo: "El Estado soy yo". Ahora Franco afirma: "La democracia soy yo". Lo demás lo saben sólo los moros, los policías y los guardias que le custodian.

MIOPIA



La O. N. U. en casa del oculista: « ¡ Nada ! ; Que no puedo leer la última línea ! »

Hacían falta garantías suficientes y de ahí que se exigiera a los jefes y oficiales, principalmente, la presentación de un aval político. La mayoría de los militares no profesionales procedía de los partidos y de las sindicales; muchos otros, incluso los profesionales, se afiliaron a ellos.

Una cosa es la organización política que requiere, como es natural, la crítica, la discusión, el libre enjuiciamiento de hombres y problemas y otra la disciplina militar, de estricta subordinación jerárquica.

Como digo — prosigue el ministro —, la guerra era una guerra política y aunque, en el orden interno, mal se compaginasen las prácticas políticas con las rigideces castrenses, había que actuar de acuerdo con las características psicológicas de aquel momento, dejando a un lado, para su aplicación en tiempo oportuno, otra clase de consideraciones básicas en una situación normal, esto es, en el instante en que se hubiera rescatado la autoridad de la República en su plenitud.

A aquellos abnegados luchadores no se les podía exigir más, puesto que lo dieron todo. »

NECESIDAD DE UNA DISCIPLINA MILITAR

« Más cuando se trata de organizar un Ejército del que están ausentes para siempre aquellos factores que fueron los determinantes, en el pasado, de todas las discordias y chispas que alumbró todos los pronunciamientos, hay que pensar, y ello es inexcusable, en alejarse de toda contienda política, colocándole de cara a sus responsabilidades auténticas en el mecanismo del Estado. Hay que dibujar con trazo firme su verdadera fisonomía, confiriéndole de manera precisa su misión específica y prohibiéndole el ejercicio de toda actividad que pudiera desvirtuarla con perjuicio notorio para el Estado mismo, y, sobre todo, para la auténtica Democracia.

« Por esta razón, la primera disposición dictada con vistas a la organización del Ejército republicano, fué la de prohibir a los militares que intervengan en política. Es preciso que no se presente a aquellos como caso de conciencia el optar entre la disciplina militar y la de un Partido político. Naturalmente, que no está en el ánimo del Gobierno prohibirles que tengan un convencimiento político, pero sí una actuación pública. No se pretende con esto hacer un Ejército de casta; se pretende sólo que desde el soldado al general sientan y piensen en republicano, pero no en afiliados, y que puedan ocupar los más altos puestos de la milicia sin otra recomendación que la de sus capacidades, su valor, talento y lealtad. El Ejército debe salir del Pueblo y debe estar exclusivamente al servicio de la Nación, no de un Partido, ni siquiera de una coalición de Partidos. Al servicio del Régimen republicano que es estar al servicio de España.

« Es reconfortante comprobar cómo los

militares españoles de todas las categorías, refugiados en tierra extranjera, no han desmayado nunca en su esperanza y a través de las fronteras y de los mares, que parecían separarles para siempre de la tierra natal, no vacilaron en su fe democrática y como ahora, cumpliendo las disposiciones del Gobierno legítimo, acuden, como es su deber, al primer llamamiento que se les hace para reconstruir los organismos militares.

« Dice un adagio popular « que la experiencia es una luz que no alumbra si no quema ». Los militares republicanos españoles, muchos de los cuales han tomado parte en la contienda mundial, haciéndonos partícipes a todos de una gloria que a ellos sólo debemos, han aprendido, padeciendo en su propia carne el fuego de la experiencia, que sin disciplina el Ejército no puede existir. Han visto desfilar por los campos de batalla, por los mares y los cielos de Europa y de África, las potentes máquinas de guerra de que disponían los Ejércitos aliados y se han dado cuenta de que sólo la organización, la disciplina y el espíritu de sacrificio, han hecho posible la victoria contra un enemigo al que se suponía invencible.

LA REORGANIZACION DEL EJERCITO

« La reforma y organización de las fuerzas militares de la República no se puede acometer con carácter definitivo por el momento. Pero la solución de estos problemas está ya planeada con suficiente elasticidad para que permita acomodarse a las circunstancias de cada instante y a las necesidades futuras que, sobre todo en el orden internacional, no pueden precisarse de antemano.

« No se ha creído oportuno decretar la terminación de la campaña, porque afectaría a la situación personal de combatientes en el exilio y beneméritos combatientes cuyos reconocidos servicios pudiesen volver a ser indispensables mientras la normalidad republicana no esté restablecida.

NECESIDAD INELUDIBLE DEL CENSO MILITAR

« Por el tiempo transcurrido desde que finalizó nuestra guerra y empezó nuestro destierro, es necesario conocer, con la mayor precisión, la situación y condiciones de aptitud del personal militar en el exilio; restablecer los lazos orgánicos y hacer un encuadramiento inicial. Ello permitirá, llegado el caso, su rápido y acertado empleo, en España, sin obstaculizar la confirmación o revisión de las categorías y destinos que en su día habrá de llevarse a efecto con estricta justicia y sin otra mira que la de procurar una eficiencia real de los organismos armados.

« La observancia y cumplimiento de estas disposiciones es obligatoria para los militares, sin excepción, que deseen continuar en el Ejército. Que se acomoden, pues, a ellas cuantos aún no lo hubieran

sin cuidado — no adscribirse a ningún grupo republicano y llegó a hacerse célebre aquella frase, que se le atribuía en 1931, según la cual en su casa solamente eran monárquicos el gato y él. Sin embargo, no ha tenido la República un colaborador más leal, ni un defensor más apasionado y sincero, y si hubo errores en su vida pública, se pierden éstos en la lejanía, olvidados por el cómputo de relevantes servicios prestados a la verdadera causa del pueblo español.

EL TIRANO GRIS

FRANCO, EL HOMBRE SIN ANECDOTAS

Todos los dictadores, aparte sus hechos públicos, que las gentes, según su ideología, aplauden o censuran, tienen su anecdotario privado. De todos se cuentan casos y cosas. « Tener algún rasgo » — como dice Azorín — es cosa muy conveniente a un hombre público. Algún rasgo generoso, atrevido, original o, si ello no es posible, cómico o bizarro, en el sentido francés, que se comente, y por cuya nobleza o cuya gracia se haga perdonar sus defectos.

Franco no tiene nada de esto.

De Hitler se cuentan historias. De Mussolini también se relatan hechos, reales o inventados, que reflejan su carácter. Del sombrío Salazar, del señorito jerezano que fue Primo de Rivera — ¡ oh, sus inolvidables notas oficiosas y sus ingenuas declaraciones a la prensa ! —, hasta de Querpo de Llano se narran episodios chuscos que acusan un perfil, aunque este perfil sea de caricatura. De Franco, nada. Franco es el hombre sin anécdotas — y en esto se ha reparado poco —, el dictador gris, el que siendo estudiante en la Academia « se sabía bien la papeleta » y no era ni muy malo ni muy bueno, y el que antes de ser dictador, como particular, era un señor como todo el mundo, y como dijo un periodista inglés « iba a misa como todo el mundo, tomaba café como todo el mundo y tenía un paraguas como todo el mundo ».

De Franco nunca se ha relatado un hecho personal que merezca quedar y recordarse. Amorfo y anodino en lo espiritual, no presenta ninguna de las características del gallego porque, además, no lo es. Nació en El Ferrol — ciudad que por su aluvión de gentes de otras tierras, ligadas a la administración del Estado, es llamada por los mismos gallegos « el quinto reino de Andalucía » — por casualidad, y no dejó huella ni recuerdo. Su figura, chata y foja, no aparece realzada por ningún rasgo de ingenio, por ningún resplandor de talento o expresión de carácter.

Otros dictadores, aun despojados del aparato que les rodea, ofrecen una personalidad definida. Franco, no. Si se le quitan el poder y la guardia mora, le quedan sus ricitos caricaturescos, su abundante región glútea y... su paraguas.

Tirano gris y sin anécdotas, el dictador español, con ínfulas de superhombre es — a un lado su maldad — ¡ un pobre hombre !

RUMANIA RECONOCE AL GOBIERNO REPUBLICANO

hecho es el ferviente deseo del Ministro de Defensa Nacional. »

Las manifestaciones del general Hernández Saravia, expresivas de su carácter austero y de la sinceridad de sus propósitos, deben ser retenidas y meditadas. Su conducta de gran republicano, de soldado leal, es firme garantía de sus planes. El futuro Ejército de la República, cuyas bases constitutivas estudia con ahínco este español ejemplar, será, no hay que dudarlo, un Ejército al servicio exclusivo de la soberanía nacional, esto es, al servicio de la República que es el título político de nuestra Patria.

tituirse el Gobierno legítimo en el exilio. Fue requerido por el Señor Giral, aceptando sin titubeos un puesto en el mismo.

Su desaparición en estos momentos de esperanza y cuando su talento extraordinario y su visión certera eran tan necesarios en la tarea de reconquista de la libertad de España, pone una nota de amargura en las actividades de la República cuya restauración constituía para el gran político uno de los empeños más acendrados de su vida.